

OCTOBRE 2026

Revue Suisse

La revue des
Suisse·ses de l'étranger



**En altitude avec un glaciologue:
la fonte des glaciers alpins s'accélère**

**Au peuple de décider:
qui paiera la 13e rente AVS?**

**Un ingénieur écologue à fourrure:
le castor stimule la biodiversité suisse**



La Suisse toujours avec vous.

Actualités, informations et analyses fiables et pertinentes sur la politique, l'économie, la société ainsi que les thèmes qui préoccupent les Suisses et Suissesses de l'étranger.



Restez en contact avec la Suisse: Obtenez l'app SWIplus maintenant



SWI swissinfo.ch

Photo: ©Keystone



Stiftsschule Engelberg

Internat mixte, Gymnase, École secondaire

Changeons d'air !

Il est des jours où nous partons tous skier.



Séance d'information en ligne le 3 novembre 26

trdhaluser

+41 41 639 61 00 · www.stiftsschule-engelberg.ch



VATEL SWITZERLAND
ÉCOLE HÔTELIÈRE DU VALAIS

Bachelor Professionnel en Management Hôtelier ES

Conditions financières privilégiées pour les citoyens suisses, jusqu'à 40% des frais de scolarité pris en charge par votre canton de référence.

Contact

admission@votel.ch
+41 79 952 54 31



www.votel.ch

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

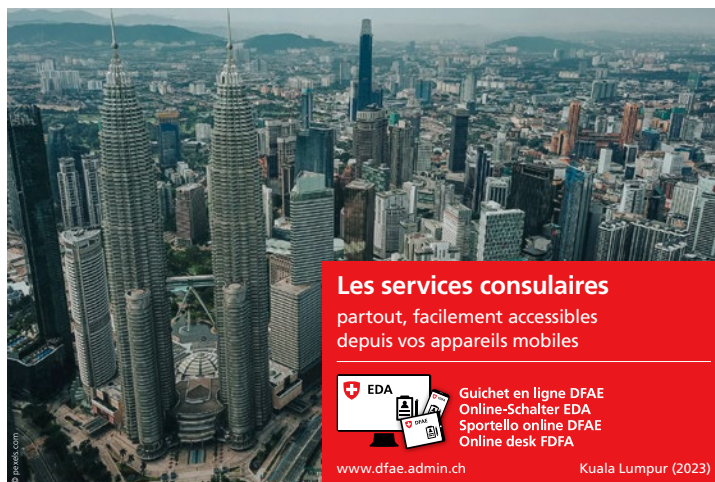


La Suisse en poche

SwissInTouch.ch
L'application pour la communauté des Suisses de l'étranger

swissintouch.ch

Disponible exclusivement ici



Les services consulaires

partout, facilement accessibles depuis vos appareils mobiles



Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch

Kuala Lumpur (2023)

4 En profondeur

Comment le changement climatique fait fondre les glaciers: reportage

10 Politique

Tradition ou nuisance? Le peuple décide de l'avenir des feux d'artifice

13 Politique

Des règles plus souples pour les exportations d'armes? Le peuple tranchera

14 Économie

Pourquoi les banques suisses cachaient leur or en montagne

16 Images

Une exposition rappelle la catastrophe survenue à Blatten



Photo Alain Amherd

Actualités de votre région**20 Portrait**

Il était l'intellectuel le plus connu de Suisse: Jean Ziegler

22 Extrêmes suisses

Un tsunami sur le lac des Quatre-Cantons et ses conséquences

30 Nouvelles du Palais fédéral

Le portail en ligne de la Caisse suisse de compensation

34 Infos de SwissCommunity

Reflets des camps de vacances pour les jeunes en Suisse

Photo de couverture: le glaciologue Janosch Beer mesure la fonte du glacier du Scex Rouge à la fin de juillet 2026. Un an auparavant, la glace arrivait encore au sommet de la tige. Ce glacier pourrait avoir entièrement disparu d'ici 20 à 30 ans. Photo Marco Zanoni

Un trésor de glace menacé

Lorsque vous lirez ce numéro de la «Revue Suisse», la Suisse aura derrière elle un été inhabituellement chaud et sec. Des températures record ont été enregistrées un peu partout, le niveau des nappes phréatiques a baissé, le fourrage pour les animaux s'est raréfié, les forêts sont entrées en stress hydrique et les troubles de santé dus à la chaleur se sont multipliés. Les glaciers aussi ont souffert de cette chaleur extrême, même s'ils fondent depuis bien plus longtemps déjà. Depuis l'an 2000, les quelque 1400 glaciers que compte la Suisse ont perdu près de 40 % de leur volume. Le réchauffement effréné du climat continue d'accélérer leur fonte.

Quelle est la situation en altitude? Comment les scientifiques observent-ils la rapidité et l'ampleur de la fonte des glaciers? Et quel impact aurait la disparition complète de ce trésor de glace? Les glaciers font partie du paysage et de l'identité des Alpes suisses. Ce sont des réservoirs d'eau, des symboles culturels et des aimants à touristes.

La «Revue Suisse» a mené l'enquête. Notre rédactrice et notre photographe ont chaussé leurs crampons et accompagné des chercheurs de l'EPFZ dans leurs travaux de mesure au glacier du Scex Rouge, dans les Alpes vaudoises (p. 4). Le constat est désolant, comme vous l'apprendrez dans notre dossier «En profondeur». Mais vous découvrirez aussi pourquoi un des grands glaciologues suisses ne se décourage pas.

La canicule de 2026 a en outre imposé à la Suisse une fête nationale plutôt calme: en raison du risque d'incendie, les feux d'artifice ont été interdits presque partout. Cela pourrait bientôt devenir la norme. Le 29 novembre 2026, les citoyens se prononceront sur une initiative populaire visant à restreindre fortement l'utilisation de feux d'artifice dans tout le pays (p. 10). Le débat est vif, y compris au sein de la «Revue Suisse».

Trois autres objets sont proposés en votation, et notamment le financement de la 13e rente AVS (p. 8). Acceptée par le peuple en 2024, celle-ci sera versée pour la première fois à la fin de 2026. Mais les responsables politiques ont du mal à trouver une solution pour la financer. La première étape serait de relever la taxe sur la valeur ajoutée. Nous vous présentons le débat et vous expliquons comment les Suisses de l'étranger toucheront leur 13e rente.

L'AVS, vieille de presque 80 ans, les feux d'artifice du 1er août et les glaciers: ces sujets parlent de la Suisse elle-même. Et, dans une certaine mesure, nous avons tous notre mot à dire sur ces questions. En votant, et en adoptant un comportement respectueux du climat.

POUR L'ÉQUIPE DE RÉDACTION: NEMA BLIGGENSTORFER

La «Revue Suisse», magazine d'information de la Cinquième Suisse, est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.

**Swiss
Community**

Les glaciers suisses fondent à une allure record



Dans les Alpes, l'été caniculaire de 2026 a une nouvelle fois mis à rude épreuve les glaciers. Leur fonte rapide est l'un des effets les plus évidents du changement climatique. Si le réchauffement continue de s'accélérer au même rythme, les glaciers pourraient avoir entièrement disparu à la fin du siècle. La «Revue Suisse» a accompagné les chercheurs qui font des mesures en altitude.

Janosch Beer et Ariana David, chercheurs à l'EPFZ, rejoignent les sites de mesure du Scex Rouge, petit glacier alpin à cheval entre les cantons de Vaud et du Valais. Photo Marco Zanoni

THEODORA PETER

Du col du Pillon, un téléphérique monte à la station «Glacier 3000», entre les cantons de Vaud et du Valais. De la terrasse panoramique, à près de 3000 mètres d'altitude, on aperçoit en ce lundi de la fin juillet les plus hauts sommets des Alpes à l'horizon, notamment la pointe saupoudrée de neige fraîche du Cervin. La veille, des orages ont apporté quelques précipitations en montagne. Mais pas de quoi atténuer l'extrême sécheresse de cet été. Et la prochaine vague de chaleur déferle déjà sur la Suisse. Dans de nombreuses régions, les températures jusqu'ici maximales ont été dépassées.

À 3000 mètres, il fait relativement frais: 10 °C et quelques nappes de nuages chassées par le vent. À nos pieds s'étend un haut plateau avec les glaciers relativement plats du Scex Rouge et de Tsanfleuron. Il y a quelques années encore, ils se touchaient. Depuis 2022, une langue de terre les sépare: elle est apparue en raison de la forte fonte liée au réchauffement climatique d'origine humaine. Il y a dix ans, cet endroit était recouvert par une couche de glace de 15 mètres d'épaisseur. Désormais, le dos pierreux du col de Tsanfleuron se dénude de plus en plus entre les glaciers qui s'étiolent.

Un clapotis permanent

La «Revue Suisse» a décidé d'accompagner le glaciologue Janosch Beer. Âgé de 31 ans, ce doctorant de l'EPFZ effectue aujourd'hui des mesures de la fonte de surface et de la température de la glace au Scex Rouge avec sa collègue Ariana David, qui lui prête main-forte pour les travaux sur la glace. Nous grimpons sur le télésiège qui, en été, mène les touristes de la station supérieure au plateau du glacier, situé 200 mètres plus bas. De là, un chemin balisé leur permet d'effectuer sans risque la promenade du «Glacier Walk».

Une fois arrivés au bord du glacier sans neige, nous accrochons des cram-

pons à nos chaussures de randonnée, car le sol est glissant. Le plan de glace, légèrement incliné, est sillonné de filets d'eau et de petits ruisseaux, et l'on entend un clapotis permanent. «Je n'ai encore jamais vu le glacier aussi mouillé», constate Janosch Beer, qui vient ici chaque été depuis plusieurs années. À l'endroit le plus bas, l'eau de fonte forme un petit lac qui se déverse par-dessus une arête rocheuse en cascasant.

Au milieu ou presque de la surface du glacier, nous tombons sur une tige d'aluminium visible de loin. C'est elle qui permet aux glaciologues de mesurer la hauteur de la perte de glace. Il y a un an, Janosch Beer a enfoui cette balise d'ablation à quatre mètres de profondeur dans le glacier. Aujourd'hui, près de trois mètres ressortent de la glace. «Et l'été n'est pas encore terminé», fait remarquer le chercheur. La seconde mesure, effectuée à l'extrémité inférieure du glacier, complète les données: cette saison, entre 2,4 et 2,9 mètres de glace pure ont fondu à la surface du glacier du Scex Rouge. Ce qui correspond, d'après le glaciologue, aux valeurs des années précédentes, qui étaient

déjà considérées comme élevées à extrêmes.

De toute façon, les jours du Scex Rouge sont comptés: épais d'une quarantaine de mètres encore, il pourrait avoir entièrement disparu d'ici 20 à 30 ans. Il est condamné à mourir parce qu'il ne peut pas se retirer dans une zone d'accumulation plus en amont, où la neige tombe même en été et où la nouvelle glace peut se former.

Des mesures difficiles

Outre l'épaisseur de la glace, le jeune scientifique relève aussi sa température à différentes profondeurs. Au début de son projet de recherche, il a enfoncé pour ce faire des capteurs dans le glacier, qui sont reliés à la surface par un long câble. Janosch Beer y connecte à présent son ordinateur portable et télécharge les données enregistrées en un instant. Dans sa thèse, il étudie notamment l'effet que l'absence de couverture neigeuse a sur les températures au cœur du glacier. Ses découvertes serviront à améliorer la protection contre les dangers naturels. Car la fonte des glaciers peut avoir des conséquences désastreuses pour les

De la station «Glacier 3000», un télésiège mène en contrebas aux glaciers du Scex Rouge (à g.) et de Tsanfleuron (à dr.), qui se touchaient encore jusqu'en 2022. Des bâches blanches protègent des tas de neige résiduelle d'un hiver à l'autre.

Photo Marco Zanoni





Le glaciologue Janosch Beer télécharge les températures sur son ordinateur portable. Le câble est relié à des capteurs qu'il a enfoncés dans la glace il y a plusieurs années.

Photo Marco Zanoni

localités qui se trouvent en contrebas: la catastrophe de Blatten l'a montré en 2025 (voir pp. 16-17 et «Revue» 4/2025).

Une fois toutes ses mesures terminées, le glaciologue tire une perceuse de son sac à dos: les tiges d'aluminium doivent à nouveau être enfoncées à fleur du glacier. Il faut donc percer de nouveaux trous dans la glace. Janosch Beer interrompt sa première tentative à un mètre de profondeur, car le trou qu'il perce se remplit trop rapidement d'eau de fonte. «Cela ne m'était encore jamais arrivé ici», note le chercheur. Qui parvient tout de même à ses fins après quelques nouveaux essais. Son travail au Scex Rouge est terminé pour cette année.

Dans les jours qui suivront, Janosch Beer poursuivra ses recherches sur les glaciers du Valais. Une semaine plus tard, il nous communique ses observations par e-mail. Il a constaté une fonte très importante à peu près partout, écrit-il: «À certains endroits, les tiges ressortaient de la glace de plus de trois mètres. Nous avons réussi à relever les niveaux de justesse. Ailleurs, elles étaient complètement ressorties de la glace fondue, et nous avons donc perdu les mesures.» Ce qui l'a également frappé, c'est l'étendue de la glace nue qu'il a trouvée à plus de 4000 mètres. «Auparavant, ces régions étaient recouvertes de neige toute l'année.»



Les chercheurs ressortent le foret du trou qu'ils viennent de percer. Ils y réenfonceront la tige de mesure (à dr., au sol) à quatre mètres de profondeur dans la glace.

Photo Marco Zanoni

Une succession d'années extrêmes

Toutes les données relevées sur le volume du glacier sont transmises au réseau des relevés glaciologiques suisse GLAMOS (Glacier Monitoring Switzerland), qui possède des sites de mesure sur 176 glaciers. Le bilan global, établi à la fin de chaque année hydrologique en septembre, n'était pas encore disponible à la clôture de la rédaction de ce numéro de la «Revue».

Néanmoins, le responsable de GLAMOS, Matthias Huss, pense que, vu les mesures effectuées jusqu'en juillet, 2026 pourrait devenir une année extrême. «Les glaciers en Suisse

vont très très mal», déplore le glaciologue de 46 ans dans un appel vidéo. Leur recul, ininterrompu depuis 1990, s'est encore fortement accéléré ces dernières années. L'année record de 2022 a été, dit-il, «un véritable point de bascule: depuis, les années extrêmes se succèdent».

Cette année, la fonte massive des glaciers est due à la chaleur, mais aussi à un hiver pauvre en neige. «Lorsqu'il tombe assez de neige à la saison froide, celle-ci sert de couche de protection jusqu'au cœur de l'été.» Des glaciers dénudés, en revanche, forment des surfaces plus sombres qui absorbent la lumière du soleil et se réchauffent. «Ce qui entraîne une fonte encore plus rapide.» Et cet effet se renforce encore quand les masses d'air apportent de la poussière du Sahara dans les Alpes.

Toutefois, même les hivers très neigeux ne parviennent pas à stopper la perte. Cela s'est vu en 2024, par exemple, quand Matthias Huss a trouvé jusqu'à cinq mètres de neige

Un réservoir d'eau naturel menacé

Le recul des glaciers a de graves conséquences sur la disponibilité de l'eau. «Ce n'est pas pour rien que les Alpes sont considérées comme le château d'eau de l'Europe», relève le glaciologue Matthias Huss. C'est ici que naissent les grands fleuves, notamment le Rhin, le Rhône et le Pô, qui sont alimentés, entre autres, par la fonte des neiges et des glaciers. «Les glaciers servent de réservoirs d'eau naturels et contribuent à stabiliser les débits d'eau, surtout en cas de chaleur et de sécheresse.» Les habitants des vallées alpines en ont tiré profit il y a des centaines d'années déjà, en construisant des conduites pour amener l'eau de fonte des glaciers vers les prairies et les champs secs. Certains de ces bisses sont toujours en usage en Valais.

Si les réservoirs d'eau se rétrécissent, relève Matthias Huss, la production d'électricité par l'énergie hydraulique pourrait aussi être impactée à long terme. Certes, la fonte des glaciers remplit actuellement les lacs de barrage. «Mais cet effet s'interrompra quand les réservoirs d'eau naturels seront épuisés.»

(TP)

sur les glaciers à 3000 mètres d'altitude au mois de juin. «Ce jour-là, j'ai pensé qu'il était impossible que cette couche fonde jusqu'à l'automne.» Mais deux mois très chauds ont suivi, et la neige s'est volatilisée.

Les grands souffrent aussi

Les années extrêmes touchent en particulier les glaciers de petite taille, qui se morcellent avant de disparaître. Matthias Huss a assisté personnellement au déclin du glacier de Pizol, dans le canton de Saint-Gall, sur lequel il a effectué une cinquantaine de mesures ces 20 dernières années. «Depuis 2022, on n'y trouve plus qu'un pierrier.»

Sur les plus grands glaciers alpins suisses, celui d'Aletsch dans la région de la Jungfrau et celui du Gorner dans le massif du mont Rose, la perte – deux mètres d'épaisseur de glace par an en moyenne – est à peine visible, car ces coulées glaciaires font encore plusieurs centaines de mètres de haut. «Mais lorsqu'on se tient devant la langue d'un glacier, on voit des changements impressionnants d'année en année», explique Matthias Huss. Par exemple sur la queue du glacier du Rhône: «Là, la glace s'est

La valeur de la beauté

Les glaciers des Alpes et leur beauté font partie de l'identité collective de la Suisse. Mais qu'en sera-t-il lorsqu'on ne verra plus que des pierriers grisâtres dans les Alpes? Le journaliste Marcel Hänggi, qui s'intéresse à la crise climatique depuis plus de 20 ans, se pose cette question dans son nouvel ouvrage «Das Schöne, das verloren geht» [La beauté qui disparaît]. Aiguillonné par «la tristesse ressentie face aux désastres causés par l'être humain», il montre ce que nous perdons quand l'environnement est détruit et se demande pourquoi la beauté ne joue aucun rôle dans le débat politique et scientifique. La beauté ne pourrait-elle pas être un critère solide pour prendre des décisions? «C'est difficile», concède l'auteur. Pourtant, la beauté de la nature est importante «parce que manifestement, nous ne parvenons pas à protéger l'environnement si nous ne voyons que sa valeur instrumentale». Dans son essai aux multiples facettes, Marcel Hänggi adopte un point de vue qui va au-delà de l'exploitation pure et simple de la nature: «Sans la beauté, il n'y a pas de vie digne de ce nom.» (TP)

nettement retirée pour faire place à un lac constitué d'eau de fonte.»

Pour le glaciologue, la survie des glaciers de haute altitude dépendra de la «capacité du monde à faire volte-face en matière climatique». Si l'on parvient à stabiliser le réchauffement climatique à 1,5 °C sur l'ensemble de la planète, «les glaciers pourront se retirer en altitude». Mais ce scénario devient de plus en plus improbable: «Actuellement, nous mettons le cap sur un réchauffement

«Voir la fonte de ses propres yeux peut aider à prendre conscience du problème», relève le glaciologue Matthias Huss, qui dirige le réseau des relevés glaciologiques GLAMOS. Photo Keystone

terrestre de 2,7 °C. Dans les Alpes, d'après les scénarios climatiques, on pourrait même assister à un réchauffement de 4 °C.» Si les années extrêmes continuent à s'enchaîner, «il est tout à fait possible que la glace disparaisse complètement, même à plus de 4000 mètres d'altitude, d'ici la fin du siècle».

Ces sombres perspectives ne découragent pas Matthias Huss. Il considère plutôt comme une opportunité le fait de pouvoir documenter les bouleversements qui se produisent dans les Alpes: «Nous pouvons tirer parti du rayonnement des glaciers pour montrer les effets du changement climatique». Nombreuses sont les personnes à avoir un lien personnel avec



les glaciers, grâce à des souvenirs d'enfance ou à des vacances en montagne. «Voir la fonte de ses propres yeux peut aider à prendre conscience du problème.»



Le réchauffement climatique touche aussi les grands glaciers: celui du Rhône se retire toujours plus loin et fait place à un lac constitué d'eau de fonte. Photo Keystone

Réseau des relevés glaciologiques suisse (GLAMOS) www.glamos.ch

Plus de photos de glaciers: www.revue.link/glacier



Renchérir la consommation en faveur de l'AVS? Le peuple tranchera

Pour financer, au moins en partie, la 13^e rente AVS, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) devrait être durablement relevée à 8,5 %. Les cotisations salariales, quant à elles, resteraient inchangées. Après d'âpres débats au Parlement, le peuple aura le dernier mot le 29 novembre 2026.



EVELINE RUTZ

En décembre, les retraités vivant en Suisse et à l'étranger toucheront pour la première fois une 13^e rente AVS. Cette 13^e rente coûtera au total près de 4,2 milliards de francs. Et d'ici 2040, ce montant pourrait s'élever à 5,4 milliards de francs, le nombre de retraités augmentant d'année en année. À la fin de 2025, 2'635'200 personnes, dont près d'un tiers vivaient à l'étranger, bénéficiaient des prestations de l'AVS. Elles pourraient être trois millions dans dix ans. Les coûts augmentent aussi parce que les rentes de vieillesse sont régulièrement adaptées à l'évolution des prix et des salaires. La question du financement de cette extension des prestations n'est toute-

À la fin de 2025, près de 2,6 millions de personnes bénéficiaient des prestations de l'AVS. Elles pourraient être trois millions dans dix ans.

fois pas résolue. L'initiative «Mieux vivre à la retraite», avec laquelle les syndicats ont remporté une victoire historique en 2024 («Revue Suisse» 3/2024), ne prévoit rien de précis à ce sujet. Raison pour laquelle les débats au Parlement ont été longs et conflictuels.

La controverse a porté sur les sources de financement possibles. Fallait-il prélever des taxes et des impôts supplémentaires? Changer d'affectation des fonds existants? La seule chose sur laquelle les députés de tous bords étaient d'accord, c'est sur le fait que la décision populaire devait être appliquée rapidement. Le peuple s'étant «offert» une 13^e rente AVS, relevaient laconiquement des représentants des partis bourgeois, il devait à présent passer à la caisse. Le conseiller national centriste Thomas Rechsteiner le formulait ainsi: «Si l'on dit oui à une 13^e rente AVS, on doit aussi être conscient que celle-ci a un coût.» Une autre question a suscité la polémique, celle de savoir si ce financement nécessitait des mesures temporaires ou

Consommer pourrait coûter plus cher. Tous les groupes de la population participeraient ainsi au financement de la 13^e rente AVS. Photo Alexander Faé, Unsplash

durables. Une solution limitée dans le temps aurait accru l'urgence d'adopter des réformes structurelles.

Des votes serrés

Des lignes de fracture sont apparues non seulement entre les pôles du spectre politique, mais aussi au sein des partis. Les députés susceptibles d'adopter des positions divergentes ont été mis sous pression. Les décisions se sont toujours jouées à quelques voix près. Après d'âpres débats, les camps morcelés se sont mis d'accord sur une première étape à la session d'été, à savoir une augmentation durable de 0,4 % de la TVA pour financer au moins une partie de l'extension des prestations. Et comme la Constitution fédérale doit être modifiée à cet effet, le peuple et les cantons seront appelés aux urnes.

Au départ, le Conseil fédéral proposait de relever la TVA de 0,7 % jusqu'en 2030. Mais les Chambres fédérales ont développé leurs propres modèles de financement. Au Conseil des États, une alliance du Centre et du PS fixait le cap: son idée était d'augmenter la TVA de 1 % maximum.

Après de vives critiques au Conseil national, la Chambre haute a fait marche arrière, en se limitant à une hausse de 0,4 % de la TVA, couplée à une augmentation des cotisations salariales. Se contenter de relever la TVA, indiquait la majorité du Conseil des États, ferait peser une charge relativement plus élevée sur les citoyens à faible revenu que sur ceux qui gagnent bien leur vie. Et miser uniquement sur les déductions salariales ferait que les personnes à plus haut revenu seraient mises davantage à contribution. Une solution mixte permettrait de garantir le financement de la 13^e rente AVS de manière équitable à long terme. Mais

«Si l'on dit oui à une 13^e rente AVS, on doit aussi être conscient que celle-ci a un coût.»

Thomas Rechsteiner, conseiller national centriste

cette solution n'a pas convaincu le Conseil national. L'UDC, le PLR et le PVL se sont opposés à l'augmentation des cotisations salariales. Il faut conserver l'attrait du travail, ont-ils martelé, arguant que la charge qui pesait sur les travailleurs était déjà très lourde. «Nous ne voulons pas que la redistribution des jeunes vers les personnes âgées augmente, car cela rompt l'équilibre intergénérationnel», a déclaré le conseiller national PVL Patrick Hässig. Relever la TVA, a-t-il dit, serait un moindre mal: ainsi, l'extension des prestations serait financée y compris par les personnes sans revenu professionnel, notamment les retraités et les touristes. Mais le PVL et les partis bourgeois n'étaient prêts à adopter cette mesure que de manière transitoire. Il s'agit d'assurer les rentes à long terme, ont-ils insisté. Or, pour cela, des réformes structurelles rapides sont nécessaires, par exemple des incitations à travailler plus longtemps ou des mesures de stabilisation automatiques, tenant compte de l'évolution démographique.

Néanmoins, les Vert'libéraux n'ont pas voulu risquer de mettre ce financement supplémentaire en péril. Par un revirement de dernière minute, ils ont voté, à contrecœur, pour une hausse de la TVA illimitée dans le temps.

Des prix plus élevés dès 2028

Si le peuple l'accepte aussi, les entreprises auront deux ans pour adapter leurs prix. Dès 2028, les consommateurs devraient payer plus. La TVA serait relevée de 8,1 à 8,5 %. Les

biens de consommation courante, comme les produits alimentaires, les médicaments, les livres et les journaux, resteraient soumis à un taux réduit de 2,6 %. En revanche, le taux spécial pour l'hébergement passerait de 3,8 à 4 %.

La hausse de la TVA pourrait rapporter 1,5 milliard de francs par an. Ce qui ne financerait même pas la moitié de l'extension des prestations de l'AVS. Aucun camp politique n'est réellement satisfait de cette solution. Mais ils ne sont pas d'accord entre eux sur la manière de financer la 13^e rente. Les compromis sont ardues, comme le montrent aussi les réactions que suscite la réforme «AVS 2030». Le Conseil fédéral veut notamment inciter les citoyens à continuer de travailler après 65 ans, sans toutefois relever l'âge de la retraite. Le Parlement devra bientôt se pencher sur l'avenir de l'AVS. Le débat sur la prévoyance vieillesse est donc loin d'être terminé.

La 13^e rente AVS arrivera automatiquement

La 13^e rente AVS sera versée en décembre, avec la rente mensuelle ordinaire. Les bénéficiaires de l'AVS en seront informés au préalable. Les personnes qui ont droit à une rente de vieillesse depuis le 1er janvier 2026 trouveront les explications à ce sujet dans la décision de rente. Les retraités AVS vivant à l'étranger ne doivent entreprendre aucune démarche. La 13^e rente AVS correspond à un douzième de la rente de vieillesse annuelle d'un assuré. Le montant que chacun touchera dépend de ses cotisations et revenus personnels. Les personnes seules toucheront au maximum 2520 francs, et les couples mariés, au maximum 3780 francs. La 13^e rente AVS n'a aucune influence sur les prestations complémentaires: elle ne sera pas prise en compte dans leur calcul. Les veuves et les orphelins ne toucheront aucune rente supplémentaire. La rente d'invalidité continuera elle aussi d'être versée douze fois par an.

(ERU)

Finis les feux d'artifice?

En Suisse, les particuliers pourraient se voir interdire l'utilisation de feux d'artifice bruyants, comme l'exige une initiative. Le 29 novembre 2026, peuple et cantons seront appelés aux urnes. Un contre-projet a échoué au dernier instant au Parlement.

SUSANNE WENGER

En Suisse, les citoyens peuvent inscrire des objets à l'agenda politique en lançant une initiative populaire. Ils doivent rassembler au moins 100'000 signatures. C'est ainsi que certains sujets qui étonnent hors de nos frontières arrivent en votation. En 2018, il s'agissait des vaches à cornes; aujourd'hui, ce sont les feux d'artifice. Déposée en 2023, l'initiative «Pour une limitation des feux d'artifice» veut interdire aux particuliers d'acheter et d'utiliser des feux d'artifice bruyants («Revue» 3/2025).

Le comité d'initiative, emmené par Roman Huber, ex-journaliste et entraîneur canin, et Corinne Meister, informaticienne et éleveuse, précise qu'il ne vise pas une interdiction absolue. Les feux d'artifice silencieux, tels que les volcans, resteraient autorisés. Idem pour les feux d'artifice publics lors des grandes fêtes, moyennant une autorisation cantonale. L'initiative est portée par trois organisations de défense des animaux, dont la Protection suisse des animaux (PSA).

Les initiants veulent protéger les animaux domestiques, de rente et sauvages contre la peur et le stress provoqués par les détonations et les effets lumineux des fusées et des pétards. Ils avancent que le bruit stresse aussi la population, que les poussières fines engendrées par les feux d'artifice menacent la santé des gens, polluent les sols et les



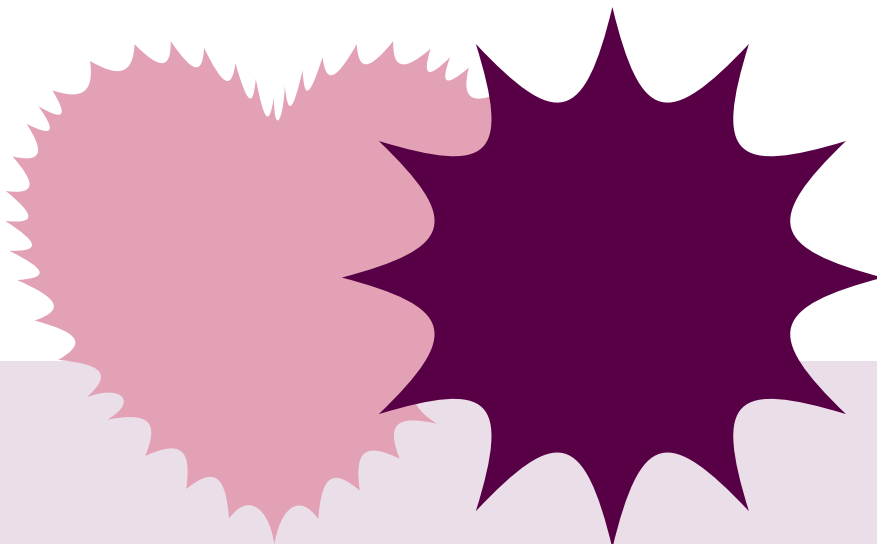
Un plaisir contesté: une initiative populaire veut limiter les feux d'artifice en Suisse. Ici, le spectacle de la fête nationale de 2022 à Lausanne.
Photo Keystone

eaux, et que ceux-ci causent plus de 200 accidents par an. Le Conseil fédéral rejette l'initiative, comme la majorité du Parlement, au principal motif que celle-ci entraîne une réglementation excessive. Cantons et communes peuvent d'ores et déjà limiter les feux d'artifice, comme ils l'ont fait ce 1^{er} août en raison du risque d'incendie dû à la sécheresse. Certaines communes suisses ont déjà prononcé des restrictions durables ou des interdictions, à l'instar des régions touristiques et montagneuses grisonnes.

Les adversaires estiment que les feux d'artifice font partie des traditions festives du pays. Ils dénoncent l'impact qu'aurait une interdiction sur l'industrie concernée et plaident pour la tolérance et la responsabilité individuelle. Désireuses de tenir compte de la revendication des initiants tout en l'assouplissant, les deux Chambres du Parlement se sont d'abord montrées favorables à un contre-projet, qui prévoyait d'interdire en particulier les pétards n'offrant aucun effet visuel.

Mais à la surprise générale, le Conseil national a rejeté sa propre réforme législative par une alliance inhabituelle de la droite et de la gauche lors du vote final de la session d'été. Pour l'UDC et le PLR, le contre-projet allait trop loin, tandis que pour les Verts, il était trop laxiste. L'initiative sur les feux d'artifice arrivera donc seule en votation.





Les feux d'artifice, quel bonheur!

Je suis, je l'avoue, un de ces artificiers amateurs qui, sans motif aucun, allument des fusées et des pétards. Je sais qu'ils sont bruyants et dangereux pour la santé ou même la vie des gens, qu'ils emplissent l'atmosphère de gaz toxiques et stressent des animaux innocents. Mais je les aime quand même.

Depuis 50 ans, le feu d'artifice du 1er août est pour moi une ode à la joie de vivre. Qui m'a aussi appris l'épargne: je devais mettre mon argent de poche de côté pendant des mois pour acheter assez de munitions à la papeterie pour pouvoir tirer des feux en série pendant des heures avec un canon en carton construit de mes mains. Si le canon s'embrasait, mon père l'éteignait en imitant une sirène de protection aérienne. C'était un homme sérieux, mais le 1er août il redevenait un gamin et partageait mes rêves d'enfant. Tout comme je l'ai fait plus tard avec ma fille, qui me criait: «Fais tout péter, Papa!»

Les feux d'artifice sont un divertissement populaire depuis qu'ils ont été inventés par la Chine 200 ans avant J.-C. et adoptés par l'Europe au XIV^e siècle. Lors des fêtes, leur magie devint un symbole de puissance. Tout comme aujourd'hui, ils donnent un sentiment de force aux petits artificiers amateurs qui les manient.

Mais désormais, ce plaisir est contesté. Poser des limites est tendance. Les gens raisonnables alimentent le «pyro-bashing», plus encore depuis que la guerre est devenue une réalité sanglante en Europe. Et je pense qu'ils vont gagner, même sans initiative. Ils ont des arguments plus sains et l'époque est à l'angoisse: quand les enfants se mettent à porter des casques sur les places de jeux, comment tolérer quelque chose d'aussi imprévisible que les feux d'artifice?

Je conclus sans polémique, sans plaider pour la liberté pyrotechnique. Je ne me rebiffe pas si «mon» époque est apparemment révolue, je me réjouis plutôt d'avoir pu la vivre. Car aussi toxique et assourdissante qu'ait pu être la grande époque du feu d'artifice, elle était aussi pleine de joie et de bonheur. Un bonheur délicieux, sans motif aucun.

Rudolf Gafner, journaliste indépendant à Berthoud (BE)

Les feux d'artifice, quel vacarme!

Enfant, j'ai moi aussi connu l'enthousiasme allumé par les feux d'artifice dans les jardins et les rues suisses le 1er août. Je n'étais ni particulièrement attirée, ni dérangée par le spectacle. Le soleil sifflant que mon père accrochait à un mât m'amusait. Il tournait toujours plus vite, projetant ses étincelles toujours plus loin. Je me souviens aussi avec plaisir du grand feu d'artifice de la fête nocturne du lac. Des lumières multicolores faisaient scintiller le paysage alpin: c'était beau.

Scintillements, lumières? C'était hier. Aujourd'hui, ce sont bruits et pétarades sans fin. Non seulement l'assortiment des engins a grandi, mais hélas leur puissance aussi. Avant, on allumait les fusées une à une, de façon aussi artisanale qu'attendrissante, en les fixant sur des bouteilles vides. Aujourd'hui, souvent aiguillonnés par la compétition, les artificiers amateurs tirent 49 coups en 40 secondes avec des batteries prémontées. Plus leur budget est important, plus ça pétarade fort et longtemps – or, l'argent ne manque pas en Suisse.

Les conséquences de cette démesure? Des voisins énervés, des chiens tremblants, des vaches paniquées, des oiseaux nicheurs dérangés. Des poussières fines. Des déchets. Des accidents. Les feux d'artifice sont synonymes de tradition et de joie de vivre, me dit-on. Mais la joie de vivre ne devrait-elle pas s'accompagner d'égards pour autrui? Et qu'est-ce que les produits remplis de poudre noire généralement importés de Chine ont à voir avec la tradition suisse?

La démocratie, elle, fait vraiment partie de cette tradition. C'est la raison pour laquelle nous irons aux urnes afin de décider si le plaisir de quelques-uns doit continuer de primer sur la protection des animaux et de l'environnement. D'après un sondage de 2024, seuls 13 % des Suisses achètent des feux d'artifice.

Les valeurs changent, sans mettre fin aux réjouissances. Admirons le spectacle des volcans magiques fabriqués en Suisse, qui font de l'effet même sans vacarme. Et, de temps en temps, des feux d'artifice publics, lancés par des professionnels. Ce sont les seuls à être vraiment sublimes. Vive l'expérience collective, sus à l'autosatisfaction!

Susanne Wenger, journaliste «Revue Suisse»



Des «impôts équitables» pour les couples mariés: le combat continue

Comment faut-il taxer les couples mariés en Suisse? Huit mois seulement après la votation sur l'imposition individuelle, les citoyens devront à nouveau se prononcer sur cette question le 29 novembre 2026, lorsque l'«initiative pour des impôts équitables» leur sera présentée.

THEODORA PETER

En fait, les Suisses ont déjà rendu un verdict dans les urnes le 8 mars 2026: dorénavant, chaque époux devra remplir une déclaration d'impôt séparée. Plus de 54 % des votants ont accepté, l'introduction d'une imposition individuelle. Ainsi, le désavantage fiscal que subissent les couples mariés – ce qu'on appelle la «pénalisation du mariage» – a été éliminé par la Confédération et les cantons. Jusqu'ici, les époux étaient taxés ensemble, ce qui entraînait une charge fiscale plus élevée lorsque deux revenus s'additionnaient. Avec le changement de système, chaque individu sera taxé individuellement, qu'il soit marié ou non. D'après un sondage effectué au lendemain de la votation par l'institut d'enquête politique et d'opinion gfs Bern, c'est le fait que le principe d'égalité fasse son entrée dans le système fiscal qui a convaincu une grande majorité des votants.

Reste à savoir si la décision prise par le peuple au printemps pourra entièrement être appliquée. Car le Centre, qui avait déposé en 2024 une initiative intitulée «Oui à des impôts fédéraux équitables pour les couples mariés – Pour enfin en finir avec la discrimination du mariage!», exige que celle-ci soit tout de même soumise au peuple. Cette initiative propose que les couples mariés continuent de remplir une déclaration d'impôt commune, mais demande à la Confédération de garantir qu'ils ne soient pas désavantagés lors du calcul de l'impôt.

Le hic est que cette initiative contredit la réforme qui vient d'être adoptée et qui prévoit une imposition individuelle pour chacun. Si le Centre admet que le 8 mars, le peuple a validé «dans son principe» la suppression de la problématique «pénalisation du mariage», il estime que les Suisses doivent tout de même avoir le droit de se prononcer maintenant sur son initiative. Un modèle qui serait favorable aux couples mariés traditionnels en matière de répartition des rôles. Le Centre n'est soutenu que par l'UDC.



Au Parlement, la ministre des finances, Karin Keller-Sutter, a mis en garde contre les complications. Photo Keystone

Les adversaires parlent de «caprice»

Pour le PLR, le PS, les Verts et les Vert'libéraux, il s'agit là d'un «caprice» du Centre. Ils soulignent que le principal objectif des auteurs de l'initiative – la fin du désavantage fiscal pour les couples mariés – a déjà été atteint. Ils avaient d'ailleurs contribué au succès de l'imposition individuelle dans le cadre d'une alliance transpartisane emmenée par des femmes, d'abord au Parlement, puis le 8 mars en votation populaire.

Le Conseil fédéral s'oppose lui aussi à l'initiative du Centre. Au Parlement, la ministre des finances, Karin Keller-Sutter (PLR), a insisté sur la contradiction qu'engendrerait l'acceptation du projet, celui-ci ne concernant que les impôts fédéraux. «Dans les cantons, la loi sur l'imposition individuelle resterait applicable», a fait re-

marquer la ministre. Avec des complications à la clé: les couples mariés ne seraient taxés ensemble qu'au niveau fédéral, mais séparément dans les cantons et les communes. Pour éviter cette antinomie, le Parlement devrait adapter des lois, a relevé Karin Keller-Sutter. «Il devrait, dans les faits, tenter d'annuler la première décision populaire.»

Face aux médias, le président du Centre, Philipp Matthias Bregy, s'est défendu contre le reproche de vouloir précipiter le système fiscal dans le chaos. «Toute initiative requiert que l'on adapte des lois après coup», a-t-il déclaré à la radio-télévision suisse (SRF). Le Parlement, a-t-il relevé, devra veiller à ce que cela soit fait «de manière uniforme et sensée». En arrivera-t-on là? Le peuple et les cantons trancheront le 29 novembre.



Des exportations facilitées pour les entreprises d'armement suisses?

Le Parlement veut assouplir la loi sur le matériel de guerre. Cela stimulerait l'industrie de l'armement et serait important pour la sécurité de la Suisse, avancent les partisans du projet. Ce dernier ayant été attaqué par référendum, une votation populaire aura lieu le 29 novembre 2026.

CHRISTOF FORSTER

L'exportation d'armement suisse est un sujet qui déclenche les passions. Pour les partisans bourgeois des assouplissements décidés par le Parlement, l'objectif est de maintenir l'industrie de l'armement du pays, ce que le marché intérieur, trop restreint, n'est pas en mesure de faire. De plus, arguent-ils, la Suisse doit posséder une capacité industrielle suffisante pour pouvoir se défendre.

Ces dernières années, le débat s'est enflammé après des critiques venant de l'étranger à l'égard du régime d'exportation restrictif de la Suisse. Le fait que le Conseil fédéral ait interdit la réexportation vers l'Ukraine de munitions suisses Guépard en 2022, par exemple, a provoqué l'ire de l'Allemagne. Le représentant d'une entreprise d'armement a confié à la NZZ que dans certains pays, on lui répondait sans détours: «No Chinese, no Swiss». Les deux pays seraient désormais mis dans le même sac.

Après des années de débats, le Parlement a décidé, à la fin de 2025, d'assouplir la loi sur le matériel de guerre. Il est prévu que les entreprises suisses puissent livrer des armes à 25 États occidentaux même s'ils sont impliqués dans un conflit armé. Ces pays disposent de systèmes de contrôle équivalents à celui de la Suisse sur les exportations d'armement.

Droit de veto du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral pourra interdire l'exportation s'il estime que les intérêts de la Suisse en matière de politique étrangère, de neutralité ou de sécurité sont menacés. Il restera interdit de vendre des armes à des pays qui violent gravement et systématiquement les droits de l'homme ou dans lesquels il y a un fort risque que ces armes soient utilisées contre la population civile du pays. L'idée, ici, est surtout de signaler aux pays européens de l'OTAN que la Suisse est un partenaire fiable. Par ailleurs, la réexporta-

tion d'armement sera autorisée: aujourd'hui, les pays doivent demander une autorisation à Berne. Et là aussi, le Conseil fédéral possède un droit de veto. Les exportations directes ou réexportations en Ukraine resteront exclues malgré la révision de la loi, en raison du principe juridique de l'égalité de traitement. Des partis de gauche et des organisations non gouvernementales ont lancé un référendum contre cette révision. L'enjeu, relèvent-ils, n'est pas d'aider l'Ukraine, contrairement à ce qu'affirmaient

En 2025, les exportations d'armes suisses ont augmenté de 43 %.

au départ les partisans de l'assouplissement, mais de faire profiter au maximum l'industrie suisse de la course mondiale à l'armement. En assouplissant ses règles, la Suisse perdrait le contrôle sur ses exportations d'armes. Ainsi, le risque augmenterait de

voir des armes suisses atterrir dans des pays comme l'Arabie Saoudite, par exemple.

Une part d'exportation de 0,21 %

En 2025, la Suisse a exporté pour 948 millions de francs de matériel de guerre – surtout des munitions, des véhicules blindés à roues et des armes à feu portatives. Cela correspond à une hausse d'environ 43 % par rapport à 2024 et à une part de 0,21 % des exportations totales de marchandises. Les principaux acheteurs sont l'Allemagne, les États-Unis, la Hongrie, l'Italie et le Luxembourg. Les munitions et leurs composants représentent près de la moitié des exportations, les blindés et leurs composants, un quart, et les armes de tous calibres, 10 %. D'après la Confédération, quelque 14 000 emplois à plein temps sont liés à l'industrie suisse de l'armement, en comptant les sous-traitants.

Vous trouverez l'aperçu des votations du 27 septembre dans le prochain numéro de la «Revue Suisse».



Une alliance constituée de la gauche et des Verts s'oppose aux plans du Parlement. Lors du dépôt du référendum, la conseillère nationale PS Priska Seiler Graf (ZH) s'est exprimée au mégaphone. Photo Keystone

Les réserves d'or secrètes dans les Alpes

Une nouvelle recherche de l'EPFZ montre où les banques suisses cachaient leur or pendant la Deuxième Guerre mondiale. Et comment cela a contribué à donner à la Suisse l'image d'une place financière sûre. James Bond y a aussi joué un rôle.

CHRISTOF FORSTER

L'histoire peut être racontée de manière très vivante. C'est ce que montre Ludo Groen dans son livre «Mountains of Gold», publié en anglais. Cet ouvrage est le fruit de cinq ans de recherche à l'EPFZ. Avec force détails, l'auteur décrit les transports d'or nocturnes entre le bunker de la Banque nationale suisse (BNS), situé sous la Place fédérale à Berne, et le fort militaire de Bühl près d'Andermatt, dans le canton d'Uri. Le train comptait jusqu'à 20 wagons et était surveillé par des employés de la BNS en armes.

Les lingots d'or étaient d'abord acheminés par camions à Ostermündigen, près de Berne, où ils étaient transbordés sur des trains de marchandises qui gagnaient Göschenen via Lucerne. De là, la précieuse cargaison était à nouveau transportée par camions vers les hauteurs d'Andermatt par les gorges de Schöllenen. Pour pouvoir décrire ces trajets de manière aussi précise que possible, Ludo Groen est allé jusqu'à consulter les données météorologiques de MétéoSuisse. Ces transports, comme il l'a découvert, étaient très complexes. Lors du premier, en avril 1938



par -11°C , les convoyeurs furent surpris par une violente tempête de neige et ne purent quitter la forteresse par la route habituelle.

La réserve d'or était en danger

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse fut une plaque tournante importante du commerce d'or.

Une carte postale montrant l'ancien fort de Bühl dans le massif du Gothard, où la BNS transporta ses réserves d'or à partir de 1938.

Photo MAD/Bibliothek Am Guisanplatz, Berne

Entre 1939 et 1945, la BNS acheta de l'or à l'Allemagne nazie pour plus de 1,2 milliard de francs (valeur de l'époque). Y compris de l'or ayant appartenu à des victimes des camps de concentration. La Suisse fit aussi commerce d'or avec les alliés. Ludo Groen éclaire l'histoire de l'or en Suisse d'un jour nouveau. «En tant qu'architecte, je voulais aborder le sujet autrement que cela n'avait été fait jusqu'ici», explique-t-il, «pas seulement à travers des chiffres, mais aussi à travers des espaces, des bâtiments et des paysages.» Ludo Groen dévoile comment, dans les années 1930 et 1940, une infrastructure bancaire est née dans l'espace alpin, loin des centres urbains du Plateau: les réserves d'or secrètes des Alpes.

Au départ de cette histoire, il y eut la crainte exprimée par le commandant chargé de la défense de Berne que la capitale fédérale puisse être détruite en cas d'attaque aérienne, et avec elle les réserves d'or de la Suisse,



La BNS envisagea également de cacher son or dans des cavernes de l'Eiger, près de la gare d'Eismeer, à 3160 mètres d'altitude, mais y renonça pour des raisons de coûts. Photo MAD/Bibliothèque de l'EPFZ

qui étaient pour la plupart entreposées à Berne. L'armée et la BNS étudiaient alors plusieurs possibilités pour mettre cet or en sécurité dans des cachettes alpines. À l'exemple de Fort Knox, aux États-Unis, qui avait été inauguré en 1936 et qui recelait de grandes quantités d'or américain dans un site militaire très fortifié.

L'une des premières réserves d'or fut aménagée au cœur du réduit militaire – le dispositif de défense alpin par lequel l'armée suisse entendait décourager les agresseurs potentiels –, au fort de Bühl, juste au-dessus du tunnel du Gothard. D'après l'auteur, ce choix était logique d'un point de vue logistique, mais aussi symbolique: «Le Gothard est un lieu chargé d'histoire en Suisse.» L'or devint un élément de la défense nationale.

Peu après le début de la guerre, le général Henri Guisan s'inquiétant du fait que la BNS ne possède qu'une réserve dans les Alpes, l'état-major de l'armée proposa qu'un des dépôts de munitions à Interlaken, dans l'Oberland bernois, accueille des stocks d'or pendant la guerre. Ce fut aussi chose faite. Là encore, Ludo Groen décrit minutieusement les transports, par exemple au moyen des décomptes de frais, qui contenaient des détails précis tels que les coûts des repas de midi, pourboires compris.

L'historien a comparé ces justificatifs avec le rapport de la Commission Bergier, par exemple, qui s'est penchée sur le rôle de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale, ou encore avec des études d'histoire économique. Il a découvert que les transports d'or coïncidaient, temporellement, avec les livraisons en provenance de l'étranger. Ainsi, un procédé lui est apparu: de l'or arrivait en Suisse, qui était acheminé dans les Alpes peu après.

Revirement stratégique de la Suisse

La finalité de ces réserves d'or changea durant la guerre. En 1940, la Suisse opéra un revirement stratégique, écrit Ludo Groen, en abandonnant la défense militaire au profit de la collaboration économique. Dès lors, les réserves d'or servirent à commercer avec l'Allemagne nazie à travers le négoce de l'or volé. Les réserves d'Interlaken et du Gothard n'étaient plus des lieux servant à mettre l'or à l'abri des bombardiers, avance l'historien: elles devinrent des plaques tournantes logistiques efficaces.

Certaines banques commerciales, comme le Crédit suisse ou l'Union de banques suisses, envisagèrent elles aussi de mettre leurs billets, leurs titres et leurs lingots en sécurité dans les Alpes. Par exemple, dans des palaces vides à Interlaken ou à Gstaad. D'après Ludo Groen, des plans de rénovation d'hôtels vieillissants, incluant la construction de chambres fortes dans les caves, furent établis, mais jamais réalisés en entier.

Le livre ne s'achève pas avec la fin de la guerre, mais éclaire la dimension mondiale du négoce d'or. Qui implique toute une chaîne d'approvisionnement, écrit Ludo Groen. En Afrique du Sud, on voit les consé-



Les Alpes comme lieu sûr: après la guerre, les banques utilisèrent cette image en guise d'argument marketing, affirme Ludo Groen, historien d'architecture. Photo MAD/EPFZ, Michel Büchel

quences qu'a eues l'extraction de l'or: pollution de l'environnement, dommages sanitaires et exploitation des mineurs, en particulier sous le régime de l'apartheid. Les banques suisses jouèrent un rôle dans cette chaîne en octroyant des crédits aux mines. La Suisse devint un lieu de transit central pour l'or d'Afrique du Sud.

Les Alpes comme refuge symbolique

La thèse de Ludo Groen va donc au-delà de la Deuxième Guerre mondiale. Il avance que l'image des Alpes en tant que lieu sûr est née dans le contexte de la défense nationale. Après la guerre, les banques la reprirent en guise d'argument marketing, présentant les Alpes comme un refuge symbolique, irradiant la confiance et la sécurité. Une affiche publicitaire de 1982 du Crédit Suisse, ornée de sommets enneigés, l'illustre bien. Les deux «James Bond» tournés dans les années 1960 en Suisse, «Goldfinger» et «Au service secret de Sa Majesté», ont renforcé encore cette image de lieu sûr du pays. Selon Ludo Groen: «La manière dont ces films ont présenté la Suisse au public du monde entier montre à quel point la construction culturelle de ce pays alpin a été importante.»



«Mountains of Gold» Ludo Groen. Gta Verlag 2026.

Souvenirs de Blatten: les restes d'un village disparu

Le 28 mai 2025, dix millions de mètres cubes de roche et de glace se sont effondrés sur la vallée du Lötschental (VS), ensevelissant le village de Blatten, qui avait été évacué. Les images de l'éboulement ont fait le tour du monde. L'exposition «Erinnerungen an Blatten» [Souvenirs de Blatten], qui a ouvert ses portes en été au Musée du Lötschental à Kippel, renonce consciemment à les montrer. «Nous ne voulions pas faire une exposition sur la catastrophe», explique la codirectrice, Rita Kalbermatten. L'idée était plutôt de raconter l'expérience de la perte. 130 maisons, des objets personnels, des biens culturels et l'église ont disparu sous le cône d'éboulis ou ont été noyés par le lac qui s'est formé après l'éboulement. Mais les souvenirs sont restés. Ils sont au cœur de cette exposition soignée et discrète. On y découvre des objets qui ont été sauvés de la boue et des gravats: une robe de mariée, une cloche de vache, une couverture tissée à la main par une grand-mère. Les habitants de Blatten les ont apportés eux-mêmes au musée, puis ont participé au montage de l'exposition. Dans des vidéos, certains racontent la vie de ces objets. On entend de la musique d'orgue de l'église détruite, on découvre des peintures et des photos tirées des archives du musée. Tous ces vestiges rappellent la disparition de Blatten, mais sont aussi porteurs d'avenir: le village sera reconstruit d'ici 2030. Rita Kalbermatten en est elle-même originaire. Elle dit: «Mon cœur reste à Blatten, pour toujours et à jamais.»

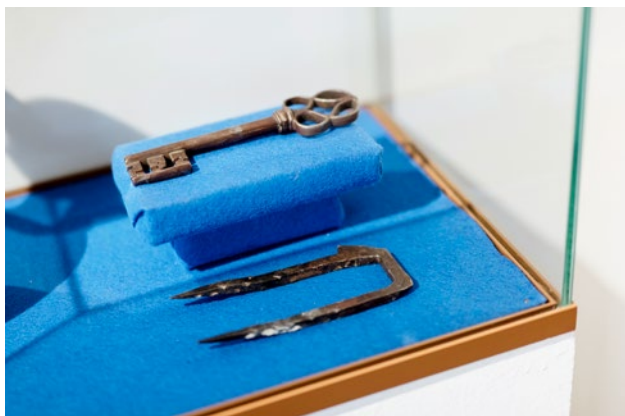
SUSANNE WENGER

L'exposition temporaire «Erinnerungen an Blatten» est à découvrir au Musée du Lötschental à Kippel jusqu'à la fin mars 2027.

Photos Alain Amherd



En mai 2025, Blatten a disparu sous un immense cône d'éboulis. Le Musée du Lötschental expose actuellement des souvenirs du village.



En 1962, Alfred Nyfeler peignait le Bietschorn. Sous le sommet, sur la partie gauche de la toile, il a immortalisé l'endroit qui s'est effondré.

De l'hôtel de ville, enseveli, il n'est resté qu'une vieille clé. Pour le président de la commune, elle symbolise la reconstruction du village.

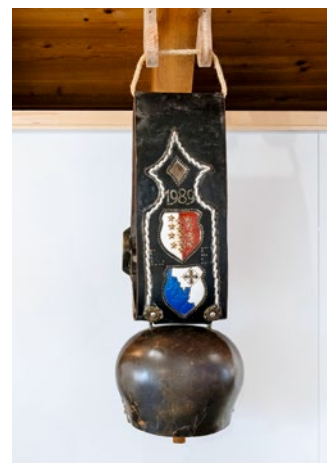
«Nous ne voulions pas faire une exposition sur la catastrophe»: Rita Kalbermatten et Thomas Antonietti dirigent le musée.



Ce masque fendu a échappé à l'éboulement. Il avait été utilisé pendant des années lors du célèbre carnaval du Lötschental.



Un habitant de Blatten avait reçu cette cloche fabriquée spécialement pour lui de son parrain et de sa marraine pour ses 20 ans. Elle est réapparue au milieu des débris.



Des uniformes sauvés et un instrument de musique endommagé de la fanfare «Fafleralp» de Blatten. Qui s'est remise à jouer peu après l'éboulement.



Cette robe de mariée de 2003 flottait sur le lac. Sa propriétaire l'a fait nettoyer et l'a apportée au musée.



Les premiers livres d'hôtes de l'hôtel Nest-und Bietschhorn, inauguré en 1868, ont été conservés. Le plus vieil hôtel de la vallée a été entièrement détruit par l'éboulement.

Un livre de photos sur l'éboulement

Le photographe valaisan Alain Amherd, auteur des clichés qui ornent ces pages, a récemment publié un livre impressionnant sur l'éboulement de Blatten, qu'il a suivi de près. Dans cet ouvrage, intitulé «Und dann war alles still» [Et puis, tout s'est tu], il montre en images les conséquences de la catastrophe et la manière dont les gens l'ont vécue.

www.revue.link/blatten

Johan Manzambi



Certes la Suisse s'est inclinée face à l'Argentine le 12 juillet 2026, lors de la dernière Coupe du monde de football. Et l'issue de ce quart de finale aurait – peut-être – été différente si l'attaquant Breel Embolo n'avait pas simulé une faute.

Avant cette défaite, un jeune joueur genevois a fait chavirer les cœurs des mordus de foot: Johan Manzambi, aussitôt baptisé *Manzambig*, bien qu'il ne soit pas géant (182 cm). Face à la Bosnie-Herzégovine, on a vu ce sportif de 20 ans sortir comme un diable de sa boîte pour marquer un but libérateur après seulement deux minutes de jeu, avant d'en marquer un autre dans la demi-heure qui a suivi. Le match ouvrait ainsi la voie aux 16es de finale. Manzambi n'était pas titulaire, mais son sens du jeu et son audace ont frappé les esprits. Le jeune footballeur aux nattes tressées a fasciné par sa «coolitude», osant des gestes imprévisibles sans avoir l'air d'y toucher.

Issu d'une famille originaire d'Angola et de la République démocratique du Congo, Johan Manzambi a grandi à Genève. Lors de son match contre la Bosnie, le jeune homme a approché son visage d'une caméra, dédiant ses buts à sa ville natale du bout du Léman. Et de provoquer un vent de folie auprès des jeunes de son quartier d'enfance: la Servette, nom éponyme du club qui l'a vu évoluer. «Ce mélange entre discipline et créativité, c'est le pack complet de l'attaquant moderne», a commenté dans «Le Temps» Giorgio Contini, ancien adjoint du sélectionneur de la Nati, Murat Yakin. Blessé durant un entraînement, *Manzambig* n'a pas pu continuer sa route durant ce tournoi, échappant à la cuisante défaite contre l'Argentine. Au passage, il aura marqué des points auprès des fans de foot du monde entier.

STÉPHANE HERZOG

Lucerne et Neuchâtel misent sur l'e-voting

Deux cantons de plus offrent à leurs ressortissants vivant à l'étranger la possibilité de voter par voie électronique: à Lucerne, ces derniers peuvent participer aux votations populaires par e-voting depuis septembre 2026. Et Neuchâtel leur proposera le vote électronique dès novembre 2026. Les votants du canton de Neuchâtel devront, contrairement aux Lucernois, procéder à une inscription unique. Vous trouverez des informations plus précises à ce sujet sur le site web du canton de Neuchâtel: www.revue.link/ne. Le vote électronique permet aux Suisses de l'étranger d'exercer plus facilement leurs droits politiques. Car les voix de la Cinquième Suisse arrivent souvent trop tard pour être décomptées lorsqu'elles sont envoyées par la poste.

(MUL)

Le 30 km/h sous pression

Le Conseil fédéral freine l'expansion du 30 km/h: les villes et les communes n'ont plus le droit de limiter à leur guise la vitesse autorisée à 30 km/h sur les routes affectées à la circulation générale. Elles doivent désormais démontrer par une expertise que la mesure n'entraîne aucun trafic d'évitement dans les quartiers résidentiels. Cette restriction est entrée en vigueur le 1er octobre 2026. Elle reflète l'opposition croissante au 30 km/h, qui émane surtout des associations automobiles (cf. «Revue» 1/2025).

(MUL)

La Suisse achète des munitions avec l'OTAN

La Suisse veut pouvoir acheter des munitions plus facilement, plus vite et à meilleur prix pour son armée, notamment en raison des menaces qui pèsent sur la sécurité en Europe depuis le début de la guerre en Ukraine. Elle a décidé d'adhérer à l'alliance de l'OTAN pour l'achat de munitions: les 27 pays qui en font partie bénéficient d'économies d'échelle sur leurs acquisitions communes. Pour le Conseil fédéral, cette adhésion est compatible avec la neutralité: il s'agit d'un partenariat purement commercial et la Suisse peut s'en retirer à tout moment.

(MUL)

L'armée veut réduire ses engagements civils

Dans la vie de tous les jours, l'armée suisse fournit de nombreux services sans fondement militaire. Elle construit par exemple des infrastructures pour des fêtes de lutte, d'autres événements sportifs ou de grands festivals de musique. D'après la NZZ, en 2025, l'armée a effectué au total 26'000 jours de service pour ce genre d'événements. Or, rien ne l'y oblige, et ce type d'engagement n'est plus en phase avec l'époque, estime la direction de l'armée, qui souhaite recentrer celle-ci sur sa mission de défense. Bien que les nouvelles lignes directrices du Conseil fédéral sur l'avenir de l'armée soient claires à ce sujet, ce changement d'orientation suscite encore de vifs débats, car les besoins de la société civile sont réels: pendant l'été caniculaire de 2026, les hélicoptères de l'armée ont ainsi apporté d'énormes quantités d'eau aux paysans de montagne dans les Alpes asséchées.

(MUL)

La «Revue Suisse», magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 51^e année cinq fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, et avec un tirage total de 479 000 exemplaires, dont 311 000 électroniques.

Toute personne immatriculée auprès d'une représentation suisse reçoit gratuitement le magazine. Les personnes non enregistrées auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix de l'abonnement annuel: CHF 30.– en Suisse / CHF 50.– à l'étranger).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION ÉDITORIALE

Walter Schmid, rédacteur en chef (WS),
Stéphane Herzog (SH), Theodora Peter (TP),
Susanne Wenger (SWE), Amandine Madziel, représentante DFAE (AM)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES DU DFAE

La rubrique «Nouvelles du Palais fédéral» est publiée sous la responsabilité de la Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse.
kdip@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch

GESTION PUBLICITAIRE

Airpage AG, Uster/Zurich,
furrer@airpage.ch | www.airpage.ch

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation editrice.

ASSISTANTE DE RÉDACTION

Nema Bliggenstorfer (NB)

TRADUCTION

SwissGlobal Language Services AG,
Baden

DESIGN

Roman Häfliger, Bâle

IMPRESSION

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITRICE

La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'Étranger.
Adresse postale de l'édition et de la rédaction: Organisation des Suisses de l'Étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires:
CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KB-BECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE LA PRÉSENTE ÉDITION: 25 août 2026

CHANGEMENT D'ADRESSE

Veuillez communiquer tout changement à votre ambassade ou à votre consulat, la rédaction n'ayant pas accès à vos données administratives.



Été brûlant, fêtes torrides et rapports de voisinage plutôt froids

3,5

Aucune rubrique chiffrée ne peut passer à côté de l'été caniculaire que la Suisse a vécu en 2026. En juin, la température moyenne à l'échelle du pays a dépassé de 3,5 °C la norme des trente dernières années. En juillet, la norme été dépassée de 3,2°C. Et la vague de chaleur s'est poursuivie en août. Dans de nombreuses villes, le mercure a grimpé plus haut que jamais depuis le début des mesures en 1864. En même temps, il est tombé bien moins de pluie que d'habitude pendant l'été.

SOURCE: MÉTÉO SUISSE

71

Un café – ou une bière – avec les voisins? Plutôt non. 71 % des Suisses n'ont jamais, ou très rarement, rendez-vous avec leurs voisins. Cette tendance au repli sur soi touche aussi le travail bénévole. Aujourd'hui, seuls 26 % des Suisses déclarent s'engager bénévolement en faveur de la communauté. Ils étaient encore 35 % en 2020.

SOURCE: NZZ AM SONNTAG

600

La chaleur et la sécheresse ont accru le risque d'incendie. Le 1^{er} août 2026, les feux d'artifice et de joie ont donc été interdits presque partout. Une tradition ancestrale est-elle en péril? En réalité, le pays s'est passé de célébrations fédérales pendant 600 ans après la création de la Suisse en 1291. En effet, la première fête nationale n'a eu lieu qu'en 1891.

SOURCE: DICTIONNAIRE HISTORIQUE DE LA SUISSE



830 000

La Suisse a-t-elle perdu le goût de la convivialité? Le 12 juillet 2026 dit autre chose: dans de nombreuses villes suisses, des dizaines de milliers de personnes ont suivi le match de foot Suisse-Argentine côte à côte sur des écrans géants et ce, malgré un début de match sifflé à trois heures du matin. En tout, 830 000 fans ont suivi la partie en direct.

SOURCE: MEDIENPORTAL SRF

900 000

La cohue a été bien plus importante le 9 août 2026 au cœur de Zurich: lors de la Street Parade, la plus grande fête de techno du monde, 900 000 personnes vêtues de toutes les couleurs ont transformé la ville en piste de danse géante. Vu la chaleur torride, deux choses étaient capitales hormis la musique: les brumisateurs et les douches géantes pour se rafraîchir.

SOURCE: WWW.SRF.CH

RECHERCHE DES CHIFFRES: MARC LETTAU

Jean Ziegler, l'homme qui a osé cracher dans la soupe

Le sociologue militant, Jean Ziegler, est décédé à 92 ans, après avoir lutté en vain contre une longue maladie. Connu dans le monde entier, il a été admiré et détesté dans son propre pays. Il a contribué à la fin du secret bancaire et mis en lumière la question de la faim comme arme politique.



STÉPHANE HERZOG

Erica Deuber Ziegler nous reçoit dans sa jolie maison, perchée sur les hauteurs du village de Russin, à Genève. La voici désormais veuve de Jean Ziegler, emporté en juin par la maladie de Parkinson, «cette saloperie», disait-il. Après les obsèques, qui se sont tenues dans la cathédrale Saint-Pierre, au son notamment de «l'Internationale», le temps est venu de s'occuper de la postérité. Cette historienne de l'art, ancienne députée au Grand Conseil de Genève, qui avait rencontré le sociologue d'origine bernoise en retapant des épreuves de ses ouvrages, fait le tri dans des centaines de boîtes en carton. Une partie sera confiée aux Archives fédérales. Sur la table du salon, des photocopies de nécrologies

dédiées à l'ancien rapporteur spécial auprès de l'ONU sur la question du droit à l'alimentation dans le monde. «Une voix contre les inégalités globales», a titré le «Vatican News». «Le révolutionnaire en costume sur mesure», a écrit la NZZ.

Dans une corbeille en osier, plus de 300 messages de condoléances, dont un mot de l'ancien conseiller fédéral UDC Christoph Blocher. «Ils n'étaient d'accord sur rien, mais il existait une estime réciproque», commente Erica Deuber Ziegler. On dit que l'auteur de «Une Suisse au-dessus de tout soupçon» (1976) et de «La Suisse lave plus blanc» (1990) ne pliait jamais. Son dernier mot fut un «non» sonore, face à un infirmier qui lui demandait de manger, raconte sa veuve. Quel a été l'impact de Jean Zie-

«Rebelle, audacieux, coriace»: tel fut Jean Ziegler (1934–2026).
Photo Keystone

gler sur la politique suisse? «Il a joué un rôle fondamental, non pas du point de vue législatif, mais en disant publiquement des choses que personne n'avait osé aborder jusqu'alors», estime le professeur de science politique Pascal Sciarini. L'or nazi en Suisse, les fonds en déshérence, l'argent sale de dictateurs hébergé dans les banques helvétiques sous couvert de secret bancaire...

Et la faim, «faite de main d'homme». Le Genevois, qui a parcouru les régions les plus pauvres de la planète, n'a pas hésité, selon certains, «à cracher dans la soupe», celle de la prospérité suisse, due en partie aux banques. «Son sens de la formule choc, de l'exagération aussi, le rendait populaire auprès des convaincus et en faisait un adversaire à faire taire

au sein des milieux mis en cause», détaille le politologue. Il souligne toutefois que des approximations récurrentes ont parfois affaibli son discours.

«Tuer» le père

Né à Thoune d'un père calviniste, juge, et colonel d'artillerie, Jean Ziegler a, très tôt, été sensible à la pauvreté. Durant la Seconde Guerre mondiale, «il voyait des enfants placés dans des familles, mal vêtus. Qu'est-ce qu'on fait, demandait-il à son père, qui lui répondait: «Mach di Sach», autrement dit, chacun à sa place», raconte Erica Deuber Ziegler. L'idée calviniste de la prédestination le révoltait. Jean Ziegler va «tuer» le père en se convertissant au catholicisme et en devenant marxiste. Lui, dont le grand-père maternel fut l'un des fondateurs de l'Union démocratique du centre!

En 1961, devenu docteur en droit et avocat, Jean Ziegler part au Congo comme envoyé spécial de l'ONU. De là naîtra son intérêt pour la décolonisation et son approche, celle de la sociologie du développement. À Paris, il côtoie Sartre et Simone de Beauvoir. Révolté, téméraire, «rétif à la critique», d'après son ami, l'entrepreneur immobilier et écrivain Metin Arditi, Ziegler va subir les foudres de la justice. En 1991, le Parlement votera la levée de son immunité parlementaire, ouvrant la voie à neuf procès pour diffamation, qu'il perdra. Ce qui n'empêchera pas le sociologue d'être réélu, la même année, au Conseil national. Sa deuxième femme l'accueillera dans sa maison de Russin, où des agents de l'Office des poursuites passeront à plusieurs reprises, se souvient l'historienne d'art.

Au cœur de sa mission, une rencontre avec Ernesto Che Guevara à

Pour la NZZ, Jean Ziegler était un «révolutionnaire en costume sur mesure».



«Son dernier mot fut un non sonore»:

Erica Deuber Ziegler, historienne de l'art et ancienne femme politique, retrace la vie de son mari avec la «Revue».

Photo Stéphane Herzog

Genève en 1968. «Jean a été appelé pour lui servir de guide», raconte sa veuve. Durant dix jours, le sociologue, devenu en 2009 vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, balade le Che dans Genève et lui explique le système politique suisse. Jean Ziegler aurait proposé de l'accompagner à Cuba. «Le cerveau du monstre est ici. C'est dans cette ville que tu devras combattre», a commandé le Che. «C'était comme si le Christ lui avait parlé», résume Erica Deuber Ziegler.

Dénoncer le secret bancaire

Parmi les reproches faits à Jean Ziegler, ses rencontres avec des révolutionnaires devenus dictateurs: Fidel Castro, Robert Mugabe, Mouammar Kadhafi, Hugo Chávez. «Jean a rencontré trois fois Kadhafi pour l'interroger au sujet de la situation des populations du Sahel. Il a dit que c'était

une fois de trop», raconte sa veuve. «Il s'est rangé du côté de peuples où il y avait des dictatures», analyse l'ancienne présidente socialiste de la Confédération, Micheline Calmy-Rey, qui loue son courage et sa capacité à dénoncer des pratiques hypocrites menées par la Suisse. Comme en 1998, devant la commission bancaire du Sénat américain, lorsqu'il défend l'idée que seules des sanctions économiques contraindront les banques helvétiques à restituer l'argent des comptes en déshérence.

«En dénonçant le secret bancaire, il a rendu service aux banques, qui ont compris qu'elles devaient évoluer vers l'excellence», estime Metin Arditi. L'ancien conseiller fédéral Pascal Couchepin est d'un autre avis: «Il se voyait comme le représentant du tiers-monde, mais il s'est trompé de héros. Finalement, Jean Ziegler laisse à la Suisse un héritage assez faible»,

«Il s'est trompé de héros.»

Pascal Couchepin,
ancien conseiller fédéral (PLR)

a-t-il déclaré dans la presse après sa mort. La pique fait sourire Erica Deuber Ziegler, qui souligne entre autres que son mari a été connu dans le monde entier.

Le 1er août, dans la petite commune de Choulex (GE), son fils, le dramaturge Dominique Ziegler, a fait un discours à l'intention des autorités. «Depuis dix ans, UBS a mis à disposition 211 milliards de dollars américains pour des projets liés au pétrole et au gaz. C'est du délire absolu», a-t-il lancé aux villageois, tout à fait dans la veine de son père défunt.



Le bassin lacustre de Buochs a plus de 200 mètres de profondeur. Sur les pentes immergées, d'énormes quantités de boue et de roches s'étaient accumulées pendant des siècles. Photo Keystone

Des tsunamis dans les lacs suisses: «un danger réel»

En 1601, après un tremblement de terre en Suisse centrale, au moins dix personnes perdirent la vie à cause d'un tsunami dans le lac des Quatre-Cantons. Ce phénomène trouvait son origine dans la configuration du lieu.

DÖLF BARBEN

Lorsqu'on dit «tsunami», on pense aux océans. Et en premier lieu à la catastrophe du 26 décembre 2004. Ce jour-là, un séisme sous-marin dans l'océan Indien avait déclenché des raz-de-marée dévastateurs, coûtant la vie à près de 230 000 personnes.

Mais en Suisse... des tsunamis? Ce qui paraît impossible à première vue ne l'est aucunement. «Ce danger est réel», explique le professeur de géologie bernois Flavio Anselmetti. Voilà plus de dix ans qu'il travaille sur le sujet, en collaboration avec des chercheurs de l'Université de Berne et de l'EPFZ.

Le tsunami probablement le mieux documenté de Suisse se produisit le 18 septembre 1601 sur le lac des Quatre-Cantons, lui aussi déclenché par un tremblement de terre. «La violence du séisme, dont les scientifiques ont depuis évalué la magnitude à 5,9, secoua toute la région. Des arbres et des bâtiments s'inclinèrent, des flancs de montagne s'effondrèrent.»

Voilà ce qu'écrivit Noah Businger sur le site web du Musée national Suisse. L'historien raconte qu'il est tombé sur

cette histoire par hasard, pendant ses études. Originaire de Suisse centrale, il a voulu creuser le sujet. Désormais, il allie les connaissances historiques aux toutes dernières recherches.

Éclats de voix et chants interdits

L'événement fut décrit en détail par Renward Cysat, chancelier de la ville de Lucerne. Près de Buochs, des vagues de cinq mètres de haut s'affaîsèrent à plus d'un kilomètre de la rive. Au moins dix personnes perdirent la vie. Des bateaux furent projetés loin du lac. À Lucerne, l'eau de la Reuss se retira entièrement dans le lac à plusieurs reprises avant de regagner sauvagement son lit. Aujourd'hui, on sait qu'il s'agissait de seiches, un phénomène au cours duquel l'eau se met à faire des va-et-vient comme dans une baignoire.

À l'époque, les gens n'avaient aucune idée de cela. «Cet événement a dû les choquer», relate Noah Businger. Pour eux, Dieu les avait punis pour leurs péchés. Voulant apaiser la colère divine, les autorités interdirent toutes les fêtes et éclats de voix pour plusieurs mois. Que



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau? À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire. **Aujourd'hui: les vagues les plus extrêmes sur les lacs suisses.**

s'était-il passé? Les chercheurs l'ont compris, notamment grâce aux observations du chancelier lucernois. L'information selon laquelle les objets projetés par l'eau reposaient sur la rive «à deux halberdes» au-dessus du niveau habituel du lac a permis de tirer des conclusions sur la hauteur des vagues. En parlant avec le géologue Flavio Anselmetti, on comprend toutefois que le tsunami ne fut pas déclenché directement par le séisme.

«Comme une plaque de neige»

Le bassin lacustre de Buochs a plus de 200 mètres de profondeur. Sur les pentes immergées, d'énormes quantités de boue et de roches s'étaient accumulées pendant des siècles. En raison des secousses du séisme, de larges pans de ces sédiments se sont mis à glisser. «Comme une plaque de neige», illustre Flavio Anselmetti. Plusieurs avalanches de sédiments ont dégringolé jusqu'au fond du lac, entraînant l'eau des pentes vers le bas, puis chassant l'eau du lac vers le haut. Le lac était en effervescence. En effet, lorsque, sur une surface don-

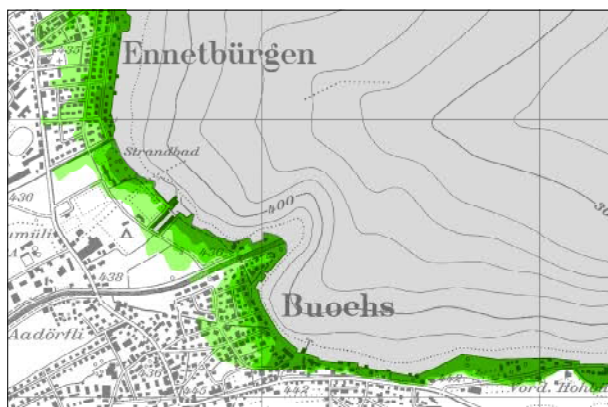
née au fond d'un plan d'eau, toute la colonne d'eau s'élève, une immense énergie se dégage. Une vague de tsunami se produit, qui se propage de manière peu spectaculaire, mais en ne perdant rien de sa puissance.

Si un bloc rocheux tombe dans un lac, au contraire, explique le géologue, d'autres vagues de crue se produisent. Au début, elles peuvent être plus hautes qu'une vague de tsunami, mais elles s'affaiblissent rapidement. Le dégagement d'énergie est moins important, car le phénomène se joue surtout à la surface du lac et ne soulève pas de grandes masses d'eau.

Plusieurs facteurs de risque

Qu'en est-il des risques de tsunami dans les lacs suisses? Selon Flavio Anselmetti, deux facteurs augmentent le danger: premièrement, des pentes lacustres «propices», c'est-à-dire chargées de boue, et, deuxièmement, des zones riveraines plates. Plus ces dernières sont plates, plus une vague peut pénétrer loin dans les terres. À Buochs, les deux conditions sont réunies. Cependant, rassure le géologue, la plupart des pentes du lac des Quatre-Cantons se sont «déchargées» lors du séisme de 1601. Il faudra encore des siècles avant qu'une masse critique de sédiments s'y accumule.

Une pente lacustre est dite «propice» lorsqu'elle présente une inclinaison de 10 à 25 degrés. Si elle est plus raide, les sédiments ne s'y accrochent pas. Si elle l'est moins, la matière ne peut pas glisser de manière aussi compacte. Dans les lacs Léman, de Thoune et de Zoug, ce seraient plutôt des glissements de terrain lacustres dus à un séisme qui pourraient provoquer un tsunami. Dans les lacs d'Oeschinen, de Walens-tadt, de Lungern et de Brienz, qui



La carte des dangers du canton de Nidwald montre quelles rives seraient submergées aujourd'hui en cas de tsunami. Carte MAD/canton de Nidwald

sont entourés par de hautes montagnes, des vagues de crue pourraient être déclenchées par des éboulements.

En Suisse, certains cantons intègrent actuellement le risque de tsunami à leurs cartes des dangers. Le canton de Nidwald, qui fut le plus touché jadis, est le premier à l'avoir fait. Notamment pour des questions d'assurance. Des vagues de crue comme celles de 1601 provoqueraient d'immenses dégâts aujourd'hui.

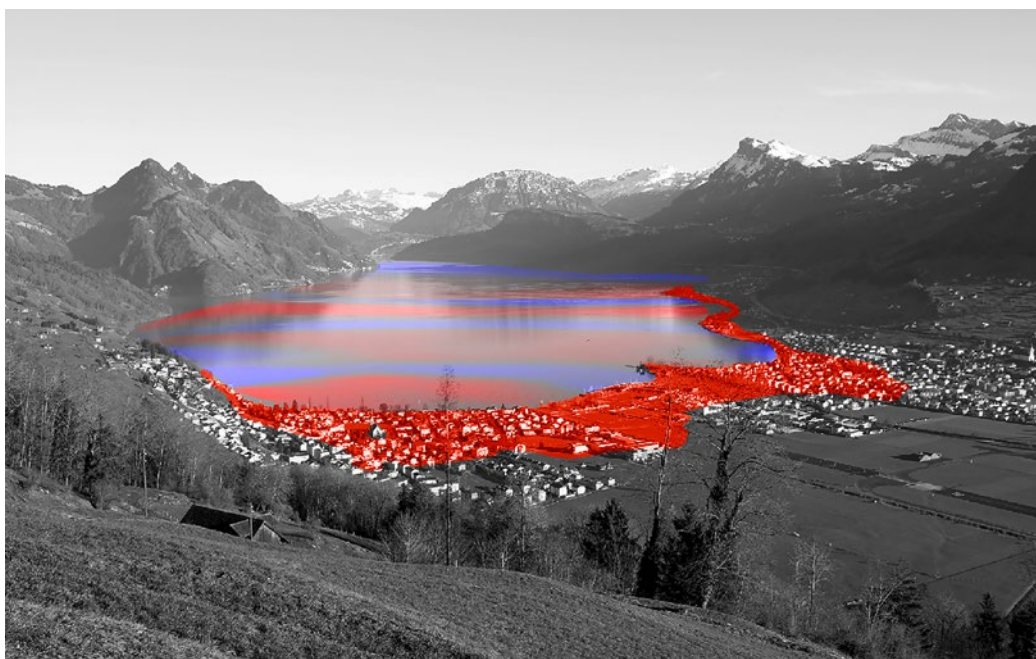
Séisme? Éloignez-vous des rives!

À l'aide de systèmes de sonar modernes, fonctionnant par balayage latéral, il est désormais possible de cartographier le fond des lacs au centimètre près. Cela fait apparaître

des structures et des motifs qui étaient encore invisibles. Dans le lac de Zurich, certaines pentes se sont déjà effondrées. Dans le lac de Constance, on a découvert des objets datant de l'âge de pierre.

Flavio Anselmetti joue un rôle de premier plan dans ce travail. Aujourd'hui, on peut localiser les pentes lacustres «chargées». Ces analyses sont en cours, indique-t-il. Les résultats seront intégrés aux cartes des dangers.

Une question demeure: comment avertir les gens qu'un tsunami va se produire? Vu la rareté d'un tel événement, et la rapidité à laquelle il a lieu, il est difficile d'utiliser des systèmes sophistiqués de balises et de sirènes, note le géologue. Néanmoins, connaître le danger que fait courir un tsunami peut déjà être décisif. Et c'est valable partout sur la planète. Si l'on se trouve sur un terrain plat riverain d'une étendue d'eau lors d'un tremblement de terre, il est conseillé de s'en éloigner. «Car un tsunami pourrait survenir.»



Les castors recréent des zones humides détruites par la présence humaine

Exterminés pour leur pelage et leur viande, les castors ont été réintroduits en Suisse dès la fin des années 1950. Avec leurs barrages, ils créent des retenues d'eau qui captent le CO₂, absorbent des polluants et favorisent la biodiversité. Reportage le long de la Singine à Fribourg.

STÉPHANE HERZOG

Nous suivons pas à pas la biologiste Cécile Auberson. Elle nous emmène dans un territoire de castors à Zumholz (FR), le long de la Singine. «C'est l'une des rares rivières suisses laissées à l'état naturel», explique cette collaboratrice scientifique du service conseil national castor de la fondation info fauna. Dans cette région, la rivière divague au gré des courants, formant des tresses selon le lexique des spécialistes. Nous longeons un petit affluent de la Singine, le Düttschbach, en cheminant sur des passerelles en bois. Dans cet espace boisé, où la température est agréable en période de canicule, nous arrivons au bord d'un grand lagon.

Mieux que les ingénieurs

Voilà une retenue d'eau typique des castors, qui créent leurs territoires en bâtissant des digues. «Ils s'aident de leurs petites pattes avant pour placer de la boue au pied des barrages», explique Cécile Auberson. Non loin, voici une hutte, qui abrite une famille de castors. Ils sortiront au soleil couchant. Pourquoi ces mammifères créent-ils des zones aquatiques? Les castors accèdent aux huttes en passant sous l'eau, ce qui les met à l'abri de leurs prédateurs, parmi lesquels le lynx, présent dans cette région, et, ailleurs, le loup, voire le renard. Imprévisibles dans leurs constructions, qui peuvent immerger routes et

champs, ces mammifères capables de rester 15 minutes sous l'eau ont besoin d'un territoire nautique profond d'au moins 60 centimètres pour vivre. L'eau allège le poids des bois – parfois énormes – qu'ils utilisent pour construire leurs maisons.

Le castor construit ses barrages de manière imprévisible.

Le castor a été massacré pour sa fourrure. Son retour favorise la création des zones humides.
Photo info fauna

«Les castors façonnent des zones humides mieux que les ingénieurs», relève Marie Bessat, responsable du programme nature en campagne au sein de l'Office cantonal de l'agriculture et de la nature de Genève. La perception de ces animaux a radicalement changé depuis leur disparition totale sur le territoire helvétique au début du 19^e siècle et les premières réintroductions à la fin des années 1950. Le castor avait été chassé pour sa fourrure (afin d'en faire des chapeaux), sa viande et son castoréum (sécrétion huileuse utilisée comme médicament). En outre, les castors ont payé le prix de l'emprise humaine généralisée sur les lacs et les cours d'eau. La majorité des rivières, deltas et marais du pays ont été drainés ou corrigés afin d'installer cultures et maisons. Avant ce corsetage, les cours d'eau étaient parsemés d'embâcles: des barrages de bois flottant, alimentés notamment par les castors. Le journaliste américain Ben Goldfarb, dans un ouvrage publié en 2018, qui célèbre le renouveau des castors, raconte ainsi que la rivière Skagit (État de Washington), «ressemblait moins à un cours d'eau qu'à une gigantesque scierie flottante» et il note



que «loin d'être nuisibles, ces accumulations de bois créent un habitat exceptionnel pour les saumons».

Des alliés de la nature

Chassé, massacré, mal aimé, le castor est de retour. Sa population en Suisse et au Liechtenstein est passée de quelques individus lors des premières réintroductions à près de 4900 individus répartis dans 1402 territoires, selon l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Leur présence fait rempart à l'effondrement de la biodiversité en Suisse, qui est lui-même lié à la disparition des zones humides. Car plus de 80% de toutes les espèces animales de Suisse se retrouvent dans des plaines alluviales, selon l'OFEV. Dans ce schéma, un allié naturel et économique – sachant que la Confédération prévoit un budget annuel de 40 millions de francs pour subventionner les projets de revitalisation et de renaturation des cours d'eau – peut être sollicité: le castor.

Le long de la Singine, Cécile Auberson pointe les arbres immergés dans l'étang. «Nous avons ici – à l'ombre et au soleil –, plus de niches écologiques que partout ailleurs», dit-elle. En outre, les zones humides créées par les castors agissent comme des puits de carbone et de méthane, en fixant ces molécules dans les fonds. Elles filtrent aussi les nitrates issus, entre autres, des exploitations agricoles. Ces retenues d'eau concourent à remplir les nappes phréatiques et sont capables de freiner les effets de fortes crues. Exactement ce qu'il faut dans un pays urbanisé comme la Suisse où la sécheresse menace en été.

Comme l'a montré une étude d'info fauna, les barrages créés par les cas-

tors font monter en flèche la diversité et la masse biologique. En moyenne, leur présence se traduit par 2,6 fois plus d'espèces et de 5,9 fois plus d'individus de ces mêmes espèces. «Les retenues d'eau que j'observe sur la rive gauche de Genève ont vu réapparaître des martins-pêcheurs», se réjouit Marie Bessat.

«Les retenues d'eau ont
vu réapparaître des
martins-pêcheurs.»

Marie Bessat,
responsable du programme nature en campagne

Le hic, c'est que le castor crée ses retenues d'eau d'une façon imprévisible. C'est ce qui est arrivé dans une zone industrielle de Genève, sur la rive gauche du Léman, où des barrages de castors ont provoqué des inondations. La réponse des services du canton est de surveiller les niveaux d'eau et, en cas de hausse imprévue, d'abaisser le niveau des barrages pour éviter un afflux d'eau, explique Marie Bessat. Pour Cécile Auberson, le castor révèle des situations où l'ur-



Retenue d'eau créée
par des castors à
proximité de la Sin-
gine, à Zumholz (FR).
Photo Stéphane Herzog

La biologiste
Cécile Auberson.
Photo Stéphane Herzog

banisation a été menée sans tenir compte du milieu naturel. «Quand une route est inondée, on observe souvent que les règles de construction, qui prévoient des espaces mini-

aux entre cours d'eau et route, n'ont pas été respectées», dit-elle. Ainsi, le service conseil national castor a-t-il organisé un symposium dédié à des ingénieurs en génie civil, pour les sensibiliser à ces questions.

Le castor se laisse difficilement apercevoir, mais, dans certains cas, la proximité de son milieu de vie avec les humains abaisse son seuil de protection. C'est ce qui se passe à Carrouge (GE), à proximité de l'Île aux castors, une zone protégée, sur l'Arve, où l'on peut observer de gros spécimens depuis un pont. Les castors ressemblent à de grosses marmottes affublées d'une large queue, que ces animaux font claquer sur l'eau pour avertir d'un danger. C'est aussi l'occasion de les voir nager sous l'eau avec une aisance remarquable.

www.revue.link/castor

Un cri d'alarme pour les droits de l'homme



TAREK NAGUIB ET AL.
«Menschenrechte.
Die Schweiz in der
Verantwortung»
Éd. Schulthess, Zurich,
2026. 145 pages.
38 francs.

Les droits de l'homme sont menacés partout, et pas seulement dans les États autoritaires. Dans les démocraties comme la Suisse non plus, ils ne sont pas gravés dans le marbre: sans protection efficace, ils ne peuvent être garantis. Dans un nouvel ouvrage spécialisé, vingt autrices et auteurs issus de la science et de la pratique mettent le doigt sur des domaines sensibles, tels que la protection lacunaire contre la discrimination, la privation de liberté controversée dans le système d'asile ou les droits fondamentaux des groupes vulnérables.

Le chapitre sur la numérisation, l'intelligence artificielle (IA) et les algorithmes est aussi d'une actualité brûlante. Pour protéger les droits fondamentaux et la démocratie, «nous ne devrions pas nous fier à la bonne volonté des entreprises technologiques», écrit Angela Müller, directrice de l'ONG

AlgorithmWatch CH: des garde-fous légaux sont nécessaires pour une utilisation responsable de l'IA. Jakob Merane, chercheur à l'EPF et juriste, relève les opportunités qu'offre également la technologie, notamment en matière de garantie des droits des consommateurs: des programmes basés sur l'IA permettent ainsi de repérer plus aisément les violations de la protection des données sur Internet.

L'ouvrage aborde aussi l'application institutionnelle des droits de l'homme. Contrairement à la plupart des pays, la Suisse ne possède pas de cour constitutionnelle veillant au respect des règles en matière de droits humains. C'est pourquoi la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) à Strasbourg joue un rôle particulier: Helen Keller, professeure de droit international public et ancienne juge à la CEDH, l'illustre par un exemple sur la liberté de la presse. Ces dernières années, la CEDH a réprimandé plusieurs fois la Suisse pour avoir sanctionné des journalistes qui, par exemple, avaient refusé de divulguer leurs sources ou utilisé une caméra cachée pour révéler des pratiques commerciales douteuses.

Les éditeurs constatent avec inquiétude que la pression exercée sur la CEDH s'accroît. Un exemple: la controverse liée à l'application de l'arrêt qu'elle a rendu dans l'affaire des Aînées pour le climat, qui avaient remporté leur action contre la Suisse («Revue» 6/2023 et 4/2024).

Ce livre, accessible aux profanes, est à la fois un cri d'alarme et un chaudron d'idées: s'y esquisse par exemple la vision d'une «Suisse pays des droits de l'homme», qui renforcerait les institutions internationales en jouant un rôle de modèle.

THEODORA PETER

Un requiem de guerre ukrainien dirigé par un Suisse



BENEDICT SHEEHAN
«Ukrainian War
Requiem», Cappella
Records, 2025

Écouter un extrait
du requiem:
www.revue.link/uvw

Dans un talk-show de la chaîne de TV canadienne Global News, le chef d'orchestre et de chœur suisse Michael Zaugg confie qu'il adore cuisiner. Il aime mélanger des ingrédients aux caractéristiques particulières pour en faire un ensemble harmonieux. C'est pourquoi, dit-il, la cuisine est très proche de son métier de chef d'orchestre et de chœur.

Michael Zaugg a étudié la direction de chœur à Bâle, suivi une formation complémentaire à Stockholm et s'est expatrié au Canada il y a plus de 20 ans, où il vit avec sa famille. À Edmonton, il est le directeur général et artistique de Pro Coro Canada, un des chœurs de chambre professionnels les plus

reconnus du pays. À ce poste, l'Helvète a concocté un mélange musical, qui lui a valu, ainsi qu'à son chœur, les plus grands honneurs. Et une expérience acoustique qui touche même ceux qui n'y connaissent rien en musique chorale classique: avec ses musiciens, Michael Zaugg a enregistré l'«Ukrainian War Requiem», composé par l'Américain Benedict Sheehan, une star internationale de la musique religieuse classique du XXI^e siècle.

Pour cet opus, Michael Zaugg et sa chorale ont reçu il y a quelques mois le prix Juno du meilleur album classique de 2026 dans la catégorie «grand ensemble». Le Juno est la plus haute distinction musicale du Canada; il est comparable aux Grammy Awards aux États-Unis. Pour cet enregistrement, Pro Coro a collaboré avec l'Axios Men's Ensemble, un chœur canadien qui rend la musique sacrée orientale accessible aux oreilles contemporaines. Et qui compte aussi des chanteurs ukrainiens.

Un requiem est une composition dédiée à la mémoire des morts. L'œuvre de Benedict Sheehan est plus que cela. Elle rend hommage aux nombreuses victimes de l'invasion russe en Ukraine, tout en chantant la force de résistance du peuple ukrainien. C'est cet esprit que Michael Zaugg a tenté de capturer dans sa direction: sa mission, dit-il, était de forger une communauté musicale avec des chanteurs d'origine différente – ukrainienne, canadienne et américaine –, un lieu de solidarité, d'ouverture et de tolérance. Il y a pris beaucoup de plaisir.

Le message de ce formidable requiem passe même quand on l'écoute chez soi, confortablement assis dans un fauteuil: on y entend, bien réelle, la cruauté de la mort sur un champ de bataille. Et, tout aussi réelle, l'inépuisable volonté de vivre.

JÜRIG STEINER

«Ukrainian War Requiem». Compositeur: Benedict Sheehan. Chef d'orchestre: Michael Zaugg. Pro Coro Canada, Axios Men's Ensemble. Solos: John Tessier, Yuliia Zaslomova. Disponible sur toutes les plates-formes de streaming.

Un récit fort, qui passe la Suisse au scalpel

L'écrivain Lukas Bärfuss a connu une enfance précaire dans l'Oberland bernois. Dans son nouvel ouvrage autobiographique, «Königin der Nacht» [Reine de la nuit], il explore l'histoire de sa mère, qui ne l'a jamais aimé et qui, dans ses vieux jours, a émigré en République Dominicaine par pauvreté.

SUSANNE WENGER

Lukas Bärfuss, né en 1971 à Thoune, fait partie des auteurs qui comptent en Suisse. Libraire de métier, lauréat d'un prix littéraire, il est aussi père et Zurichois d'adoption. Il écrit des romans, des pièces de théâtre, des essais et prend part au débat politique. Il porte souvent un regard dur sur son pays, traquant les écarts entre l'image que la Suisse se fait d'elle-même et la réalité, ce qui déclenche parfois des controverses. Certains lui reprochent son goût pour la polémique et ses simplifications. Son dernier livre puise amplement dans sa vie personnelle. Bärfuss y raconte l'histoire de sa mère et de sa propre enfance marginale.

Ce récit poignant commence à Saint-Domingue, où sa mère, suisse, a passé ses 20 dernières années. Après sa mort, l'écrivain retrouve chez elle un extrait bancaire: elle n'avait plus que 60 francs de côté. Il s'interroge alors sur les raisons pour lesquelles il ne l'a pas aidée. Mais mère et fils avaient coupé les ponts depuis des années. Bärfuss raconte pourquoi dans le plus long chapitre du livre, celui qui parle de son enfance à Thoune. C'est là qu'il a vécu, seul avec sa mère, qui a dû se débrouiller après avoir divorcé du père de Lukas. Lequel purgeait une peine pour des délits contre le patrimoine.

Dans la rue à 15 ans

Le jour, sa mère est femme de ménage, et le soir, dans un bar, elle se transforme en «reine de la nuit» sous les yeux des notables de la ville. Son sex-appeal était son seul capital dans ce pays riche, écrit le fils. Quand elle le perd, elle se met à travailler dans une fabrique de munitions. L'argent est rare, l'appartement froid en hiver. La mère considère son fils comme un «accident professionnel» et un poids, et elle le néglige. «Ce n'était pas une mère», écrit Bärfuss, «elle était dangereuse». Un jour, il trouve l'appartement à moitié vide: sa mère a déménagé sans laisser d'adresse. Son fils a 15 ans.

L'adolescent vit plusieurs années sans toit fixe, dormant dans des parcs ou des galeries marchandes. Il prend soin de ne pas alerter les autorités, qui l'auraient taxé d'«a-social», vu sa situation parentale et son ascendance manouche. Il garde la tête hors de l'eau grâce à de petits boulots et en lisant des livres, qui le font rêver et grandir. Une bourse pour une formation d'enseignant lui offre une chance de s'en sortir, mais sa mère s'empare de l'argent pour émigrer en République Dominicaine. Sa retraite ne lui aurait pas suffi en Suisse. Il va la voir un jour, à Saint-Domingue, pour obtenir des réponses. Mais la rencontre



Sans domicile fixe à l'adolescence, Lukas Bärfuss est aujourd'hui un écrivain renommé.
Photo Keystone

Königin der Nacht – ein kurzes Buch über meine Mutter.
Lukas Bärfuss.
Rowohlt Verlag, 2026



tourne court, et ils ne se revoient jamais. C'est par l'écriture qu'il se rapproche d'elle à présent. Dans une langue puissante, parfois crue, il balance entre la colère qu'il ressent pour cette «putain de traîtresse» et la compréhension de ce qu'elle a vécu. Son livre se mue en critique sociale, dans laquelle, comme à son habitude, Bärfuss règle ses comptes avec la Suisse. À ses yeux, l'histoire qu'il a vécue avec sa mère montre à quel point la pauvreté est destructrice, surtout dans un pays où la valeur d'un individu se mesure à sa fortune. L'auteur récapitule la façon dont la Suisse a, au cours de son histoire, marginalisé les pauvres et discipliné les femmes éprises de liberté. Son récit est rapidement devenu un best-seller dans l'espace germanophone.

D'une jeunesse sans domicile fixe à la renommée littéraire: Lukas Bärfuss voit son parcours comme une survie providentielle. Dans une interview, il a raconté ce qu'il a ressenti quand, à 15 ans, il a découvert l'appartement abandonné. Tout, dit-il, réside dans l'ambivalence de cette situation: être libre et en même temps une proie facile. «Ainsi, c'est ma mère qui a fait de moi un écrivain, même si cela n'était certainement pas son intention.»

«Il s'agit d'une lacune structurelle»

Les Suisses qui vivent dans des États tiers hors de l'UE/AELE possèdent souvent une assurance-maladie insuffisante. La Centriste et membre du CSE Elisabeth Schneider-Schneiter voudrait que la Confédération recherche une solution à ce problème. La Suisse a tout intérêt, dit-elle, à ce que ses expatriés se fassent davantage soigner là où ils habitent.



INTERVIEW: EVELINE RUTZ

Votre première intervention à ce sujet a échoué en 2024. Pourquoi cette nouvelle tentative?

Elisabeth Schneider-Schneiter: En tant que membre du Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) et responsable de politique extérieure, je voyage dans le monde entier et constate que le problème n'a pas disparu. Au contraire: de plus en plus de Suisses passent leurs vieux jours dans un pays qui ne fait pas partie de l'UE ou de l'AELE. Ils perdent leur assurance-maladie obligatoire et ne trouvent pas de solution de rechange équivalente. Notre loi sur l'assurance-maladie, qui date des années 1990, ne tient pas compte de cette réalité. C'est pourquoi je relance la question de la prolongation facultative de l'assurance.

Il y a deux ans, seules six voix vous ont manqué pour réussir.

C'est exact. En 2024, notre travail de lobbying a été insuffisant. J'insiste sur le fait que je n'exige pas de solutions toutes faites de la part du Conseil fédéral: je veux simplement l'enjoindre à examiner la situation de près. Les personnes concernées ont droit à cela.

Quels nouveaux arguments avez-vous pour convaincre vos collègues parlementaires?

Le problème ne concerne pas que quelques cas particuliers: il s'agit d'une lacune structurelle que beaucoup ignorent, hélas. Je vais aussi insister davantage sur les arguments économiques. Les Suisses de l'étranger ne touchent en général aucune prestation complémentaire et ne font appel à aucune structure

de soins onéreuse. Cela décharge notre système social. Si les Suisses vivant dans des États tiers pouvaient s'assurer convenablement, ils se feraient traiter sur place lorsqu'ils ont besoin de thérapies coûteuses.

Ce problème est-il devenu plus brûlant qu'avant?

Oui. La mobilité internationale a pris de l'ampleur. Il y a parmi les expatriés un nombre croissant de retraités qui ont du mal à vivre de leur rente AVS en Suisse. Ils s'installent dans des pays où la vie est moins chère et où ils peuvent se faire soigner à moindre prix. Souvent, ils ont contribué au financement de notre système pendant des dizaines d'années. Il y a aussi de plus en plus de Suisses qui partent à l'étranger pour quelques années, pour des raisons professionnelles.

Quel pourrait être le modèle adéquat?

Il s'agit de le déterminer. Il faut analyser différents modèles puis définir des conditions claires. Qui pourra s'assurer? À combien s'élèveront les primes? Quelles prestations seront comprises? Et quelle sera la participation aux frais? L'objectif est de trouver une solution équitable, qui soit également viable pour les caisses-maladie. L'idée n'est pas simplement d'exporter le modèle suisse.

Est-ce que cela signifie qu'un partenariat public-privé est nécessaire?

Absolument. Je suis en contact avec les caisses-maladie, qui pensent aussi qu'une base légale est indispensable.

Combien la Suisse pourrait-elle économiser si le «tourisme médical» diminuait?

Je ne connais pas les chiffres officiels. Mais des médecins me disent qu'un

La conseillère nationale Elisabeth Schneider-Schneiter (Centre/BL) a déposé un nouveau postulat au Parlement pour une prolongation facultative de l'assurance-maladie des Suisses qui vivent dans un États tiers.

Photo Keystone

grand nombre de Suisses de l'étranger reviennent au pays pour des opérations coûteuses. Ils se réannontent en Suisse, dépendent partiellement de l'aide sociale et reçoivent des prestations complémentaires. Dès que l'intervention médicale est terminée, ils repartent.

On ignore donc la fréquence de ces cas?

Oui, car ils ne sont pas enregistrés. Ce qu'on peut comparer, ce sont notamment les prix des médicaments, qui diffèrent fortement d'un pays à l'autre. C'est précisément de telles données qu'il faudrait relever, car elles constitueraient un socle solide pour un débat politique. Toutes les lettres que je reçois concernent des cas particuliers. Il me tient à cœur de les rassembler et d'améliorer fondamentalement le système actuel.

Jusqu'ici, le Conseil fédéral a toujours souligné que c'est le domicile qui est déterminant pour l'assurance-maladie.

Il devrait reconnaître que les Suisses de l'étranger sont dans une situation particulière. D'autres pays le font. La France, par exemple, offre à ses expatriés la possibilité, par l'intermédiaire de la Caisse des Français de l'étranger, de s'assurer de manière volontaire, dans la continuité du système d'assurance français. Par ailleurs, les Suisses ne sont pas assez bien informés. Trop de gens ignorent que dans des pays comme la Thaïlande, le Costa Rica, le Brésil ou les Philippines, l'accès au système de santé local n'est pas automatiquement garanti.

Certains assènent que lorsqu'on émigre, on renonce consciemment à l'assurance-maladie suisse. Quel est votre avis à ce sujet?

Cet argument ne tient pas. Quiconque possède un passeport suisse

peut revenir en Suisse à tout moment pour une opération coûteuse. Et ce sont justement les personnes gravement malades qui font usage de ce droit. C'est un poids pour notre système.

La vision que l'on a des Suisses de l'étranger est-elle devenue plus négative dans l'ensemble?

Oui. Voilà 15 ans que je siège au CSE, et je constate que l'opinion s'est durcie. On entend plus souvent dire que les personnes qui quittent la Suisse ne peuvent s'en prendre qu'à elles-mêmes si des prestations leur échappent. Cela m'inquiète. Globalement, le chacun pour soi a gagné du terrain. On oublie que les quelque 838 600 Suisses qui vivent à l'étranger ont des droits. Je ne veux pas d'une société à deux vitesses. C'est la pression des coûts qui pousse les personnes âgées à émigrer. Elles devraient pouvoir bénéficier d'une solution de rechange équitable.

Pensez-vous que votre intervention a des chances d'être acceptée?

Dans tous les groupes parlementaires, il y a des députés qui sont sensibles aux intérêts de la Cinquième Suisse. C'est pourquoi j'ai confiance. Il pourrait certes s'écouler encore plusieurs mois avant que mon postulat ne soit débattu. Mais il me paraît important que ce sujet reste à l'ordre du jour politique.

Si votre postulat est rejeté, abandonnez-vous ce combat?

Je resterai politiquement sur la brèche et continuerai à discuter avec les assurances-maladie privées. Comme je l'ai déjà dit, les autorités devraient mieux informer la population. De nombreux expatriés sous-estiment la difficulté de contracter une assurance-maladie et les coûts de

Quand l'assurance de base disparaît

Les personnes qui vivent en Suisse doivent obligatoirement souscrire une assurance-maladie dans le pays, indépendamment de leur nationalité et de leur permis de séjour. Quiconque quitte la Suisse perd cette couverture d'assurance obligatoire, à l'exception des employés fédéraux et des travailleurs détachés à l'étranger par leur employeur.

Dans les pays membres de l'UE et de l'AELE, les expatriés trouvent souvent des offres équivalentes grâce aux accords bilatéraux. Leur situation est plus compliquée dans des États tiers comme le Brésil ou la Thaïlande, où il leur est difficile d'accéder au système de santé public. Ils sont alors contraints de souscrire une assurance-maladie privée. Pour les jeunes sans antécédents médicaux, cela ne pose généralement pas de problème. Mais à partir d'un certain âge ou en présence de maladies, les assureurs sont circonspects. Ils sont peu enclins à prendre des clients qui occasionneront peut-être des coûts de santé élevés. Dans ce type de cas, ils excluent certaines prestations ou refusent d'entrer en matière. Par ailleurs, ils adaptent leurs primes au risque individuel et ont le droit de résilier à tout moment les contrats d'assurance.

«Les Suisses de l'étranger âgés peuvent se retrouver dans des situations dramatiques», confie la conseillère nationale centriste Elisabeth Schneider-Schneider. Bien qu'ils aient cotisé pendant des dizaines d'années à l'assurance obligatoire de base avant de s'expatrier, ils sont souvent insuffisamment assurés après leur départ. Dans le pire des cas, ils peuvent se voir refuser un traitement médical. «Cela contredit le principe de solidarité.» À la fin de 2025, près de 838 600 Suisses vivaient à l'étranger, dont 357 063 dans des États tiers ne faisant pas partie de l'UE ou de l'AELE.

(ERU)

celle-ci. Il faudrait également que les consulats et les organisations des Suisses de l'étranger fournissent des conseils à ce sujet.

Un groupe de travail du CSE planche sur ce dossier depuis un certain temps déjà. Que fait-il actuellement?

Nous envisageons de commander nous-mêmes une étude à ce sujet et avons déjà pris contact avec des hautes écoles. Mais ce serait en réalité à la Confédération de s'en occuper.

Simplifiez vos démarches administratives depuis l'étranger avec l'eCdC

Chaque année, des milliers de Suissesses et de Suisses de l'étranger contactent la Caisse suisse de compensation au sujet de leurs prestations ou cotisations au premier pilier, auprès de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) et de l'assurance-invalidité (AI). Afin de simplifier ces démarches, un portail en ligne est mis à leur disposition.

ELODIE ZUFFEREY, CENTRALE DE COMPENSATION CDC

Une personne qui a travaillé ou résidé en Suisse et qui vit à l'étranger contacte la Caisse suisse de compensation (CSC) à différentes étapes de sa vie, notamment lorsqu'elle demande une rente AVS à l'âge de la retraite. La CSC, qui est une division de la Centrale de compensation active dans le domaine des assurances sociales du premier pilier, est chargée de percevoir les cotisations AVS / AI, de déterminer le droit à une rente et d'en assurer le versement. Chaque mois, la CSC verse plus d'un million

Le portail s'adresse aussi aux futurs retraités.

de rentes AVS / AI à travers le monde, dont environ 150 000 à des Suissesses et Suisses domiciliés majoritairement en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne et aux États-Unis.

Bien que les Suissesses et les Suisses de l'étranger ne représentent qu'une part relativement modeste (15%) des bénéficiaires de la CSC, ils génèrent à eux seuls près d'un quart des demandes de gestion reçues chaque année (soit 123 000 en 2025); que ce soit pour demander un extrait de compte, s'informer sur les prochains paiements ou



Créé il y a trois ans, eCdC compte aujourd'hui plus de 17'000 utilisateurs dans le monde entier. Photo Artem Varnitsin – stock.adobe.com

transmettre des documents. Les demandes effectuées par courrier ou par e-mail requièrent plusieurs opérations. Souvent, des formulaires doivent être imprimés et complétés avant d'être envoyés. Une fois réceptionnées par la CSC, les demandes sont triées et transmises au service compétent pour traitement. Ces étapes peuvent prendre un certain temps, notamment si des informations sont manquantes ou qu'elles doivent être vérifiées auprès de la personne assurée.

Vos démarches simplifiées via le portail eCdC et les eServices

Afin de simplifier vos démarches administratives, un portail en ligne «eCdC» et différents eServices, présentés dans l'encadré ci-dessous, sont à votre disposition.

Découvrez ci-dessous un aperçu des derniers eServices développés, accessibles à tout le monde, sans compte utilisateur ni inscription préalable:

■ Demander une attestation de prestations en quelques clics

Les bénéficiaires d'une rente AVS / AI ont parfois besoin d'une attestation de prestations pour procéder à des démarches administratives dans leur pays de résidence. Cette demande peut désormais être effectuée via eCdC, où elle est directement transmise au service compétent sans passer par une étape intermédiaire.

■ Annoncer un décès plus rapidement

La déclaration du décès d'une personne bénéficiant d'une rente AVS / AI versée par la CSC figure également parmi les démarches accessibles à toutes et à tous via eCdC. Lorsque vous transmettez l'information via la plateforme en ligne, elle est directement intégrée dans le système, et le versement de la rente est automatiquement suspendu. Cette automatisation permet une prise en compte plus rapide

de la situation et épargne des démarches supplémentaires aux proches.

■ Préparer sa retraite depuis l'étranger

Le développement du portail eCdC ne s'adresse pas uniquement aux personnes qui perçoivent déjà une rente, mais également aux futures et futurs rentiers. Le calcul prévisionnel de rente qui permet de se projeter dans sa future retraite en est un exemple.

L'année prochaine, cette demande pourra être effectuée directement via eCdC, où les informations seront collectées de manière précise et structurée, afin de limiter les allers-retours entre la personne assurée et celle en charge du dossier, et ainsi accélérer le processus.

eCdC, un portail au service des assurées et assurés

Dans la continuité de la stratégie de numérisation de la Confédération, la CSC a lancé eCdC en décembre 2022 pour l'AVS / AI facultative, puis en décembre 2023 pour les bénéficiaires de l'AVS / AI à l'étranger. Après trois ans en service, eCdC compte plus de 17'000 utilisatrices et utilisateurs à travers le monde. Le portail en ligne permet aux assurées et assurés de gagner en autonomie et de réaliser leurs démarches administratives en tout temps et plus rapidement.

Le développement d'eCdC se poursuit avec deux objectifs principaux: rendre le portail accessible à un plus grand nombre de personnes et ainsi encourager l'utilisation des services numériques.

Portail eCdC/eServices:
www.revuel.link/cdc



eCdC et eServices en un clin d'œil

La Caisse suisse de compensation (CSC) et l'Office AI pour les personnes assurées résidant à l'étranger (OAIE) proposent des eServices et un portail en ligne pour les personnes domiciliées à l'étranger.

eServices en ligne sans compte

Pour effectuer vos démarches rapidement, partout dans le monde et sans inscription:

- Demander un extrait de compte individuel
- Obtenir une attestation de prestation
- Commander une carte AVS
- Demander une rente étrangère
- Annoncer un décès

Portail « eCdC » en ligne avec compte personnel

Créez votre compte et connectez-vous pour accéder aux services suivants:

- A Pour les bénéficiaires d'une rente AVS / AI:
- Consulter l'état de vos prestations
 - Vous informer sur les prochains paiements
 - Transmettre vos attestations d'études
 - Modifier votre adresse*

* En cas de modification d'adresse, veuillez également signaler ce changement à la représentation suisse (ambassade ou consulat) compétente pour votre lieu de domicile. Le changement d'adresse annoncé via le portail eCdC n'est pas transmis à votre représentation suisse.

- B Pour les personnes affiliées à l'AVS / AI facultative:

- Déclarer votre revenu et votre fortune
- Transmettre vos justificatifs
- Modifier votre adresse

Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Lors de sa séance du 24 juin 2026, le Conseil fédéral a décidé de soumettre les objets suivants à la votation populaire du 29 novembre 2026.

- Arrêté fédéral du 19 juin 2026 sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la TVA (FF 2026 1757)
- Initiative populaire «Pour une limitation des feux d'artifice» (FF 2026 1760)
- Initiative populaire «Oui à des impôts fédéraux équitables pour les couples mariés – Pour enfin en finir avec la discrimination du mariage!» (FF 2026 1758)
- Modification du 19 décembre 2025 de la loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG) (FF 2026 22)

Vous trouverez toutes les informations sur les objets soumis au vote (brochure explicative, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sur www.admin.ch/votations ou dans l'application VoteInfo.



Initiatives populaires

Les initiatives populaires suivantes ont été lancées (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Initiative populaire fédérale «Pour la sécurité numérique de la Suisse» (FF 2026 1424) (2 décembre 2027)
- Initiative populaire fédérale «Pour un État transparent en vue de renforcer la confiance dans les autorités (initiative pour la confiance)» (FF 2026 1600) (16 décembre 2027)
- Initiative populaire fédérale «Pour une politique juste et durable des transports publics (pour des transports publics gratuits)» (FF 2026 1678) (23 décembre 2027)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens



Deux semaines d'aventure et de convivialité

Des moments inoubliables, des rencontres enrichissantes et une foule d'aventures: voilà qui résume parfaitement les deux camps d'été de deux semaines de 2026 à Sankt Stephan, dans l'Oberland bernois. Ils ont permis aux jeunes de la Cinquième Suisse d'approfondir leurs liens avec la Suisse.



En route dans la bonne humeur: la randonnée a visiblement fait plaisir aux monitrices et moniteurs.
Photo Lorenzo Commergnat

MICHEL GERBER, RESPONSABLE DU SERVICE DES JEUNES

Après le trajet en commun de Zurich à Sankt Stephan, les participants ont pris leurs quartiers au gîte, appris les règles fondamentales du camp et entrepris différentes activités de découverte. Les jours suivants, un programme varié composé de sport, de jeux, d'ateliers et d'excursions les attendait. Les jeunes ont notamment pu participer à un atelier sur la culture suisse, à des tournois sportifs, à des défis par équipes, à un concours de cuisine ainsi qu'à de nombreuses soirées divertissantes, comprenant films, karaoké, jeux de casino et discothèque.

Les participants ont également découvert toutes les richesses autour de Sankt Stefan. Ils ont visité la fabrique de chocolat Cailler et la région de Gruyère, effectué une excursion à Thoun et Interlaken et pris part à différentes activités en plein air comme des randonnées, une formation «carte et boussole» et des courses d'orientation.

Un des points forts de ce camp organisé par le Service des jeunes de l'Organisation des Suisses de l'étranger était le

partage d'expériences et le renforcement de l'esprit d'équipe. Par des activités en groupe, des rencontres internationales et des défis à relever ensemble, les participants ont appris à endosser des responsabilités, à collaborer et à nouer de nouveaux liens.

À côté de toutes les activités proposées, les jeunes se sont investis dans la vie quotidienne du camp. Les tâches ménagères régulières qu'ils ont eu à effectuer et les réunions collectives ont stimulé leur autonomie et garanti une vie en commun réussie.

Par son mélange équilibré d'aventure, de sport, de créativité et de convivialité, le camp d'été de 2026 de Sankt Stephan a offert aux participants un séjour très diversifié, rempli de nouvelles expériences et de souvenirs à engranger.



Organisation des Suisses de l'étranger
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
Téléphone +41 31 356 61 17
youth@swisscommunity.org
www.swisscommunity.org



Des expériences et des amitiés qui se poursuivront bien au-delà de l'été

L'été a pris fin, les participants des camps de vacances de la SJAS sont rentrés chez eux, et le secrétariat de la SJAS a retrouvé un peu de calme. Mais les souvenirs des soirées passées ensemble, des nouvelles amitiés nouées et des nombreux instants qui ont donné du sel à cet été restent bien vivants.

RAYA KELLER

Lorsqu'on demande aux participants ce qu'ils ont préféré pendant les camps de vacances de la SJAS, ils racontent les randonnées, la découverte des villes suisses, les baignades dans le lac ou la nuit passée sous tente. Ce sont souvent ces expériences «simples» dont ils se souviendront longtemps. Rocco, 14 ans, ajoute à cela: «Ce qui va le plus me manquer, c'est la nature de la Suisse.»

Les participants évoquent toujours aussi les amitiés qui sont nées pendant les camps de vacances. Eva (14 ans), relate avoir rencontré de nombreuses personnes avec qui elle souhaite rester en contact: «Nous venions tous d'horizons culturels différents. C'est fascinant de se découvrir et de s'apprendre des choses mutuellement.»

Bon nombre des jeunes qui ont découvert la Suisse grâce aux camps de vacances de la SJAS font aujourd'hui partie de l'équipe de monitrices et moniteurs. Pour Luna (18 ans), franchir ce pas a été évident: «Les camps m'ont apporté des expériences qui ont changé ma vie.» Et elle a gardé de nombreux amis: «Nous conti-



Les activités «wellness» font aussi partie du programme, par exemple avec la préparation de masques pour le visage.
Photo Noah Rüegge

nuons à nous voir, en Suisse ou dans les pays où nous vivons», confie également José (18 ans).

Dans les coulisses aussi, la vie du camp se distingue par sa diversité. «Le mélange bariolé d'enfants et de moniteurs d'origines diverses et parlant différentes langues est incroyablement enrichissant», relève la cuisinière Meret (26 ans). Elle garde surtout en mémoire les joyeuses soirées vaisselle avec les enfants: «Mettre la musique à fond pour faire la vaisselle ensemble est toujours amusant.» Dominic (28 ans) complète: «C'est beau de voir les enfants communiquer ensemble dans toutes les langues.»

Chaque camp de vacances représente un énorme travail d'organisation, et en particulier le «Swiss Trip»: «La logistique est complexe. On se déplace beaucoup, tout en veillant à passer assez de temps dans chaque endroit. Il faut aménager différents gîtes, puis les nettoyer et les rendre», explique Nicola (28), chef de camp, et il ajoute: «La rencontre de cultures et d'habitudes différentes rend les étés de la SJAS

magnifiques et passionnants. Mais elle peut aussi représenter un défi.»

Que ce soit en cuisinant ensemble, en randonnant ou autour d'un feu de camp: les camps de vacances de la SJAS proposent des expériences qui créent des liens. C'est précisément ces souvenirs que les participants garderont en mémoire. Et beaucoup de choses se poursuivront bien au-delà de l'été: des amitiés transfrontalières, de nouvelles perspectives et le sentiment de faire partie d'une grande communauté de Suisses de l'étranger.

Reportage de 20 minutes de la télévision suisse sur les camps de vacances de la SJAS et leur histoire: www.revue.link/srfsjas



En canot pneumatique de Thoune à Berne. Photo Raya Keller

Stiftung für junge Auslandschweizer:innen
Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
Fondazione per la gioventù svizzera all'estero
Foundation for young Swiss Abroad

Alpenstrasse 24, 3006 Berne, Suisse
Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
(SJAS) Téléphone +41 31 356 61 16,
info@sjas.ch / www.sjas.ch



SwissCommunity Days: la communauté des Suisses de l'étranger s'est réunie à Brunnen

À la fin de mois d'août, une bonne centaine de Suisses du monde entier se sont réunis à Brunnen, au bord du lac des Quatre-Cantons, pour les SwissCommunity Days. Le cœur de l'événement était l'assemblée du Conseil des Suisses de l'étranger, ou «Parlement de la Cinquième Suisse».

SMILLA SCHÄR

La deuxième édition des SwissCommunity Days a eu lieu au mois d'août de cette année. Cet événement complète le Congrès des Suisses de l'étranger, qui ne se tiendra plus que tous les quatre ans sous la forme qu'il avait jusqu'ici. Le cœur des SwissCommunity Days est l'assemblée du Conseil des Suisses de l'étranger (CSE), ou «Parlement de la Cinquième Suisse». Cette séance est assortie d'un programme-cadre, qui comprenait cette année un atelier le jeudi ainsi qu'une excursion et une fête le samedi.

Le CSE très occupé par sa propre organisation

Cette année, les SwissCommunity Days ont beaucoup tourné autour de questions et de propositions touchant à l'organisation interne. Dès le jeudi, une bonne partie des délégués du CSE ont pris part à un atelier. Profitant des vastes connaissances des membres du Conseil venus du monde entier, ils se sont livrés à un brainstorming pour élaborer des idées concernant l'avenir du site web de la plate-forme en ligne «SwissCommunity» ainsi que la collecte de fonds de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE).

Le vendredi aussi, à l'assemblée du CSE, de nombreuses questions institutionnelles et organisationnelles étaient à l'ordre du jour. Ainsi, les délégués ont approuvé le rapport annuel 2025 et les objectifs de la législature 2025-2029. Plusieurs propositions des délégués portaient également sur la gouvernance ou la structure de l'OSE et ses différents organes. Ces sujets quelque peu arides ont été égayés par des pauses repas prises devant la vue spectaculaire du lac des Quatre-Cantons sous la pluie.

Visite de la Direction consulaire et de la Chancellerie fédérale

Le vendredi, les délégués du CSE ont par ailleurs pu adresser leurs questions directement à des experts de l'administration fédérale.



Réflexions et prises de parole: un moment de l'atelier du jeudi, consacré au brainstorming sur l'avenir des offres de l'OSE.
Photo Andy Ramseier

rale. Oliver Spycher, de la Chancellerie fédérale, a informé l'assemblée de l'état actuel des essais de vote électronique. Malgré l'incident regrettable qui s'est produit à Bâle-Ville, la liste des cantons lançant des procédures de test ne cesse de s'allonger: citons récemment le canton de Lucerne, ainsi que celui de Neuchâtel, qui effectuera probablement son premier essai en novembre. La Confédération et les cantons ont l'intention d'évaluer ces essais d'ici 2028, puis de décider si l'e-voting pourra être adopté de manière régulière ou s'il convient de poursuivre ou d'interrompre les essais.

Le Département fédéral des affaires étrangères était également présent: Marianne Jenni, directrice de la Direction consulaire, a répondu aux questions des Suisses de l'étranger présents. Elle leur a donné des informations sur le travail et les différents projets de la Direction consulaire, ainsi qu'un premier aperçu d'une nouvelle offre qui sera lancée dans le courant de l'année prochaine: le guichet consulaire en ligne. L'objectif de ce guichet virtuel est de proposer de nombreux services administratifs sur une seule

plate-forme et de simplifier ainsi le contact des Suisses de l'étranger avec les autorités.

Conclusion festive sur la Place des Suisses de l'étranger

Le samedi, les SwissCommunity Days se sont achevés comme d'ordinaire dans une ambiance moins formelle. Les participants ont pris un repas en commun sur un bateau du lac des Quatre-Cantons et ont eu de nombreuses occasions pour discuter entre eux. Ensuite, les Suisses de l'étranger ont assisté à la clôture du projet de résidence artistique de la Fondation Place des Suisses de l'étranger et conclu cette dernière journée en beauté sur la place qui leur est consacrée, et qui symbolise le lien qui les unit à la Suisse. Le projet de résidence artistique est proposé chaque année à un ou une artiste suisse de l'étranger. Cette année, la Fondation avait invité le sculpteur Vincent Ineichen.

Vous trouverez de nombreuses photos des «SwissCommunity Days» dans l'édition en ligne de cet article. www.revue.ch/fr

De l'apprentissage aux études d'ingénieur

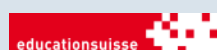
Ayant grandi en Bourgogne en tant que Suisse de l'étranger, Lukas Gretener a longtemps navigué entre deux mondes: en France, il était «le Suisse», en Suisse «le Français». À 18 ans, il décide de retourner en Suisse pour suivre un apprentissage de charpentier. Ce parcours lui permet d'apprendre un métier et de découvrir sa passion pour le bois. Après quelques années d'expérience professionnelle, il entame des études en technique du bois à la Haute école spécialisée bernoise, où il apprend à concevoir et à développer des structures porteuses, des bâtiments et des meubles et à mettre au point des produits et des procédés à base de bois. Aujourd'hui, Gretener est titulaire d'un Bachelor of Science HES en technique du bois et travaille à Berne comme ingénieur. (RVG)



Le prochain rêve de Lukas Gretener: devenir guide de montagne. Photo MAD

Découvrez son histoire ici:
www.revue.link/bois

educationsuisse offre aux jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger des conseils autour de la thématique «formation en Suisse».



Educationsuisse
Formation en Suisse
Alpenstrasse 26
3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 04
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



Message important à l'attention de nos lectrices et lecteurs

Le numéro de décembre de la «Revue Suisse» ne paraîtra pas

Chères lectrices, chers lecteurs,

Walter Schmid, le nouveau responsable de la communication de l'ASO et rédacteur en chef de la «Revue Suisse», est malheureusement absent depuis juillet pour cause de maladie. Nous lui souhaitons un prompt rétablissement. Le comité de direction de l'OSE – en sa qualité d'éditeur de la «Revue» – a toutefois décidé de rechercher un successeur ou une successeuse pour ce poste absolument essentiel. La communication est fondamentale pour notre organisation, et la «Revue Suisse» en est le principal vecteur.

La recherche d'un successeur approprié prendra toutefois encore un certain temps. Grâce au soutien important de plusieurs personnes, le numéro d'octobre a pu être réalisé malgré la situation difficile en matière de personnel. Nous remercions chaleureusement toutes les personnes impliquées pour leur engagement exceptionnel. Cette solution provisoire ne pourra toutefois pas être maintenue pour le prochain numéro, et il n'existe actuellement aucune alternative à court terme susceptible de garantir la qualité rédactionnelle et la responsabilité nécessaires.

La séance de rédaction pour le numéro de décembre aurait dû avoir lieu le 10 septembre et a été reportée dans un premier temps en raison de cette situation. Après



Daniel Hunziker et Filippo Lombardi. Montage photo RH

avoir soigneusement examiné les différentes possibilités, la majorité du comité de direction a désormais décidé, le cœur lourd, de renoncer au numéro de décembre prévu.

Nous regrettons vivement cette mesure exceptionnelle et remercions nos fidèles lectrices et lecteurs de leur compréhension. Parallèlement, nous travaillons d'arrache-pied pour mettre en place les conditions nécessaires en termes de personnel afin d'assurer l'avenir de la «Revue Suisse». Nous vous souhaitons d'ores et déjà une bonne fin d'année et nous réjouissons de poursuivre la publication de la «Revue Suisse» avec une énergie renouvelée dès que possible.

Votre Organisation des Suisses de l'étranger

*Filippo Lombardi, président
Daniel Hunziker, directeur*

Les préparatifs pour les camps d'été 2027 du Service des jeunes battent déjà leur plein!

Toutes les informations concernant les camps ainsi que les inscriptions seront bientôt disponibles en ligne. Scannez le code QR et restez informés!



the ticket

Une raison de plus
d'utiliser les transports
publics:



Voyager sans limites
avec le Swiss Travel Pass

Plus d'informations
switzerland.com/swisstravelpass

travel swi + zerland